

# le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

---



**Bilan de la lutte contre la  
«réforme» des retraites**

**Nécessité d'une  
orientation de classe  
dans les luttes  
prolétariennes**

**Juin 2023**

**37**

# Parti communiste international

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:** La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

## LISEZ - DIFFUSEZ - ABONNEZ-VOUS A LA PRESSE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL !

- **«programme communiste»** (*Revue théorique en français*) : Le numéro: Europe: 4 € / 8 FS / £ 3 / 1'000 CFA / USA + Cdn US \$ 4 / Amérique latine US \$ 2.
- **«le prolétaire»** (*Journal bimestriel*) : Le numéro: Europe: 1,5 € / 3 FS / £ 1,5 / 300 CFA.
- **«il comunista»** (*Journal bimestriel en italien*) : Le numéro: Europe: 2 € / 5 FS / £ 3.
- **«el programa comunista»** (*Revue théorique en espagnol*) : Le numéro: Europe: 3 € / 8 FS / £ 4. America latina: US \$ 2 / USA et Cdn: US \$ 4
- **«el proletario»** (*Journal en espagnol*) : Le numéro: Europe: 1,5 €, 3 FS, 1,5 £ / Amérique latine: US\$ 1,5; USA et Cdn: US\$ 2.
- **Suplemento Venezuela a «el programa comunista»** : Le numéro: Europe: 1 €. USA + Cdn US \$ 1 / Amérique latine US \$ 0,5
- **«Proletarian»** (*Supplément en anglais à «le prolétaire»*) : Le numéro: Europe: 1,5 €, £ 1, 3 CHF. USA et Cdn: US\$ 2.
- **«Communist Program»** (*Revue théorique en anglais*) : Le numéro: Europe: 3 € / 2 £ / 8 FS / USA and Cdn: US \$ 3 / Latin America: US \$ 1.5

Les prix sont indiqués pour la vente au numéro. Pour les abonnements et les envois postaux, veuillez nous contacter.

### CORRESPONDANCE

**France:** Programme, 15 Cours du Palais, 07000 Privas / **Suisse:** Pour contact, écrire à l'adresse en France / **Italie:** Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano / **Espagne:** Apartado de Correos 27023 - 28080 Madrid

Adresse e-mail :  
[leproletaire@pcint.org](mailto:leproletaire@pcint.org)



Site Internet  
du parti:  
[www.pcint.org](http://www.pcint.org)

Supplément à «programme comunista» n°  
106 - ISSN - 0033 - 037 X .  
Imprimés par nos soins en juin 2023

# - Table des matières -

• La lutte contre la réforme des retraites. Enseignements d'une défaite	2
• Méthodes, moyens, objectifs de classe : quésaco ?	12
• «Révolution Permanente» ou la permanence du réformisme	15
• A l'«extrême» gauche : suivisme et opportunisme démocratique	22
• Assez de manifestations-promenades ! Seule la lutte de classe prolétarienne peut être victorieuse !	24
• Face à l'échec de la tactique syndicale, une seule alternative : la lutte de classe anticapitaliste !	26
• Après le regain de la mobilisation, les dirigeants syndicaux préparent l'enterrement du mouvement Les prolétaires doivent prendre la lutte en mains!	28
• Non à la «démocratie sociale»! Oui à la lutte de classe contre le capitalisme!	30
• Après la faillite de l'orientation pacifiste et légaliste des organisations collaborationnistes, la solution n'est pas les grèves isolées ou les blocages ponctuels, mais la lutte générale de classe anticapitaliste !	32
• La tactique temporisatrice des organisations collaborationnistes ne mène qu'à la défaite. Pour vaincre une seule solution : la lutte de classe !	34
• Face aux capitalistes et à leur Etat les manifestations- promenades ou le blocage ponctuel de l'économie ne suffisent pas : la véritable lutte de classe est nécessaire !	36
• Luttés contre les «réformes» des retraites et reprise de la lutte de classe	38
• Retraites, chômage, inflation... Pour la reprise de la lutte de classe contre toutes les attaques capitalistes !	41
• Le gouvernement continue ses attaques, les syndicats isolent et saucissonnent les luttés	43
• Assez d'éternelles «journées d'action» ! Lutte ouverte de classe contre les patrons et l'Etat bourgeois !	46
• <i>Annexe:</i> Non au piège de la défense du service public! Oui à la lutte et à l'unité de classe!	48

# La lutte contre la réforme des retraites

## Enseignements d'une défaite

*Nous venons de connaître pendant plusieurs mois un important mouvement de lutte contre le projet gouvernemental de «réforme des retraites» (en fait une attaque) : des centaines de milliers voire des millions de personnes ont manifesté et des dizaines voire des centaines de milliers ont fait grève à plusieurs reprises. Cependant malgré son ampleur le mouvement a abouti, une fois de plus, à un échec. Il est de la plus haute importance de comprendre les causes de cet échec afin d'essayer d'y remédier si l'on veut qu'elles n'entraînent pas le même résultat lors des luttes futures.*

Dans les pays capitalistes les plus riches au cours des décennies a été mis en place un système de «protection sociale» plus ou moins important, essentiellement dans le but de maintenir la paix sociale en diminuant un peu l'insécurité de la condition prolétarienne. Ces diverses prestations sociales ne sont pas un cadeau de l'Etat bourgeois ; elles constituent ce qu'on appelle le «salaire social» ou le «salaire différé» : une fraction du salaire non versé par le patron à son employé mais qui va alimenter ce système et qui est redistribué en cas de besoin sous forme de prestations de divers types. Les patrons estiment toujours qu'ils payent trop leurs salariés et ils cherchent en permanence à baisser les salaires ; diminuer le salaire différé (appelé en langage patronal «charges sociales») est une façon relativement facile car quasiment indolore (dans l'immédiat) de baisser le salaire. Mais c'est une attaque fondamentalement anti-prolétarienne qui doit être combattue à ce titre – et non pas comme une mesure «anti-démocratique» qui devrait donc être combattue par des méthodes démocratiques et interclassistes (référendum, recours aux institutions parlementaires) au nom de la «Justice sociale» ; cette dernière n'est qu'une illusion : sous le capitalisme, et tant qu'il ne sera pas renversé, seul compte le rapport des forces entre les classes opposées.

Les bourgeois trouvent que les charges sociales entravent la bonne marche des entreprises individuelles en restreignant leur profits et en outre que les sommes qui en découlent étant destinées à des objectifs sociaux, donc non productifs («on met un pognon de dingue dans les minima sociaux» – Macron, 12/6 /18) elles constituent un handicap dans la concurrence inter-

nationale : en pesant sur le taux de profit moyen de l'économie elles affaiblissent les capacités d'investissement dans d'autres secteurs. Dans les périodes de crises ou de difficultés économiques les bourgeois cherchent à réduire ces dépenses sociales et à les détourner de leur but. Et les dépenses pour les retraites représentent une grande partie de celles-ci. C'est pourquoi un peu partout de la Chine au Brésil, de la Suède à la France, etc., diverses mesures ont été prises ou sont en préparation pour s'attaquer aux retraites et diminuer le poids des pensions sur l'économie, en particulier en relevant l'âge de départ à la retraite: par exemple en Suède où les nouveaux dirigeants s'emploient à réduire petit à petit le système de protection sociale qui faisait du pays un modèle d'«Etat providence», l'âge du droit à la pension de retraite de base passera progressivement à 67 ans à partir de 2026.

Selon le COR (Comité d'Orientation des Retraites, décembre 2022) la France était en 2017 derrière l'Italie le pays de l'OCDE dont la part du PIB consacré aux dépenses de retraites (privées et publiques) était la plus importante: respectivement 13,9% et 16,7% contre 11% en Allemagne, 11,2% en Espagne, 12,4% aux USA, 10,8% en Grande Bretagne, etc. C'est intolérable pour les bourgeois français !

## HISTORIQUE

En 1983 le gouvernement de gauche PS-PCF accorda la retraite à 60 ans pour 37,5 annuités, alors que depuis 1945 l'âge de départ à la retraite était fixé à 65 ans. C'était une vieille revendication ouvrière qui avait été inscrite dans le «programme commun de gouvernement» en 1974 ; les «110 propositions» électorales du candidat Mitterrand prévoyaient aussi la retraite à 55 ans pour les femmes, mais cette promesse fut tout de suite mise de côté.

A partir du tournant de la «rigueur» cette même année 1983, la retraite à taux plein à 60 ans deviendra la cible de l'administration et les pensions seront désindexées de l'inflation pour diminuer les charges patronales. Par la suite on va assister à des attaques successives contre les retraites par les gouvernements de gauche ou de droite, dans la ligne de «réformes» envisagées par le gouvernement du socialiste Rocard en 1991 ; elles ont souvent entraîné des mouvements de lutte de grande ampleur ; il faut s'y arrêter pour mettre en perspective le mouvement actuel.

- **A l'automne 1995** le gouvernement Chirac nouvellement élu annonça un projet (dit «plan Juppé») de suppression des «régimes spéciaux» de retraite autrefois concédés à certaines catégories stratégiques de travailleurs

(chemins de fer électricité, etc.), augmentation du nombre d'annuités de cotisation nécessaire dans la Fonction Publique pour le départ à la retraite (comme réalisé pour le privé en 1993, sans susciter aucune réaction syndicale, par la réforme Balladur qui entraîna une baisse moyenne de 6% des pensions), en même temps qu'une réforme de la sécurité sociale et une «réforme» de la SNCF prévoyant la suppression de dizaines de milliers d'emploi de cheminots ; ce plan Juppé était alors soutenu par la direction de la CFDT et le Parti Socialiste. Il provoqua une réaction importante : manifestations massives (culminant en décembre à plus de 2 millions de manifestants dans tout le pays) et surtout une grève dure dans les chemins de fer et les transports parisiens : 3 semaines de grève avec occupation des principales gares et arrêt complet du trafic ferroviaire, délégations massives de cheminots grévistes pour faire débrayer d'autres entreprises comme la Poste, etc. Le mouvement toucha aussi l'Enseignement, l'électricité, etc. Finalement le gouvernement retira son projet de suppression des régimes spéciaux et de réforme de la SNCF et les syndicats appelèrent à l'arrêt du mouvement, bien que le volet sur la sécurité sociale subsiste. Les cheminots grévistes s'opposant à l'arrêt du mouvement pour obtenir le retrait complet du «plan Juppé» ne purent tenir que quelques jours.

- **Au printemps 2003** une intersyndicale réunissant la plupart des syndicats se constitua pour canaliser l'opposition à une nouvelle réforme (plan Fillon) dont le point central était l'augmentation du nombre d'annuités de cotisations, sous la forme de journées d'action isolées (il y en aura 5 en tout) mais qui regrouperont plusieurs centaines de milliers de personnes ; en cours de route la CFDT passa un accord avec le gouvernement et se retira du mouvement tandis que la CGT réussissait à bloquer les grèves à la SNCF. Le moteur du mouvement était alors l'Education Nationale, où les grèves dureront plusieurs semaines, parfois même jusqu'à 3 mois !, beaucoup de grévistes appelant en vain les syndicats à déclencher une grève générale.

- **En 2010** le gouvernement Sarkozy – Fillon lança son projet pour enterrer définitivement la retraite à 60 ans. L'intersyndicale réunissant tous les syndicats reprit sa tactique de journées d'action à répétition : il y en aura 14 à partir du mois de mars ; elles regrouperont plusieurs fois largement plus d'un million de personnes à partir du mois de septembre (y compris selon les chiffres de la police) ; les jeunes (surtout lycéens...) rejoignirent massivement le mouvement à ce moment tandis que les grèves reconductibles s'étendaient à certains secteurs (transports ferroviaires, raffineries, éboueurs, chauffeurs routiers...). Mais après le vote de la loi qui faisait entre autres reculer à 62 ans l'âge de départ à la retraite, l'inter-

syndicale arrêta le mouvement en laissant les grèves s'épuiser, après avoir organisé une ultime journée d'action-enterrement un samedi (donc sans grève).

- **A l'hiver 2019-2020** un puissant mouvement répondit au projet de réforme des retraites du gouvernement Macron ; son moteur fut la grève reconductible à la SNCF et dans les transports parisiens qui durera 49 jours, mais en s'affaiblissant peu à peu et devenant minoritaire en raison de son isolement ; à la différence de 1995 les gares n'ont jamais été occupées et les piquets de grève n'y ont jamais été effectifs ce qui fait que le trafic ferroviaire n'a jamais été complètement bloqué ; de leur côté les piquets de grève dans les bus parisiens furent levés par des interventions de la police. L'intersyndicale (dont ne faisait pas partie la CFDT plus ou moins d'accord avec la réforme gouvernementale) qui laissa s'épuiser cette grève continua à appeler à des journées d'action à répétition (9 en tout), avec des chiffres de participants importants mais en baisse régulière, après la première qui regroupa près d'un millions de manifestants. Le moteur de la lutte était alors devenu l'Education Nationale. Finalement c'est l'irruption de la pandémie qui mettra fin au mouvement moribond (en même temps qu'à la réforme).

Une caractéristique intéressante de ce mouvement fut la présence de nombreuses structures «interprofessionnelles» (déjà timidement apparues en 2010) qui tendaient à organiser la lutte à la base. Ces structures correspondaient à un besoin largement ressenti de dépasser les limites des actions syndicales ; on peut citer la coordination des grévistes de la SNCF et de la RATP à Paris et les «AG interpro» (Assemblées Générales interprofessionnelles) dans plusieurs villes. A Toulouse une «AG commune» s'était constituée pour organiser les actions sur l'agglomération en centralisant les AG locales ou sectorielles. Mais ces diverses structures, dirigées de fait par des groupes d'extrême gauche, bornaient leur action à seconder l'intersyndicale (à Toulouse on nous répondit que le rôle de l'AG n'était pas de mobiliser les travailleurs, car c'était aux syndicats de le faire !). La «coordination nationale» -mort née- n'envisageait que de faire pression sur l'intersyndicale pour qu'elle adopte une tactique plus combative...

- **En 2016** la même tactique des syndicats avait également été employée lors du mouvement contre la loi El Khomri (ou «loi travail») du gouvernement Valls qui remettait en cause certains articles du Code du travail : 10 journées d'action, de mars à juin, alors qu'au mois de mai des grèves reconductibles se déclenchèrent parmi les chauffeurs routiers, à la SNCF, dans les ports et les raffineries. La répression policière des mani-

festations fut particulièrement pesante, grâce à l'état d'urgence imposée après les attentats islamistes, et les affrontements nombreux avec l'apparition des «black blocks». Le siège de la CFDT (qui ne participait pas au mouvement) sera attaqué par une centaine de personnes cagoulées, avec le slogan : «c'est fini de trahir». La loi sera adoptée grâce à l'article 49.3.

- **2006 : le contre-exemple ?** Les manifestants actuels invoquent souvent l'exemple de 2006 où une loi déjà votée fut de fait abrogée sous la pression de la rue. Ce précédent est effectivement à mettre en avant ; mais il faut comprendre ce qui s'est passé alors. Répondant aux desiderata du patronat, le gouvernement de Villepin s'était fixé l'objectif de précariser les travailleurs (Parisot, alors présidente du MEDEF: «*L'amour, la vie sont précaires, pourquoi le travail ne le serait-il pas?*»). A l'été 2005 il instaura le «contrat nouvelles embauches» (CNE) qui tendait de fait à supprimer les CDI, sans autre réaction des syndicats que de vaines actions en justice. Sur cette lancée il annonça en février 2006 un projet de loi contre les jeunes dite «Egalité des chances» dont la mesure phare était le «contrat première embauche» (CPE) qui prévoyait entre autres un salaire plus bas et un statut précaire pour les moins de 26 ans. La mobilisation des étudiants et des lycéens contre ce projet dirigée par une «coordination nationale étudiante» fut très importante (plus de 80 universités en grève) avec d'importantes manifestations. La coordination demandait le retrait pas seulement du CPE, mais de toute la loi ainsi que du CNE avec également d'autres revendications anti-précarité comme la régularisation des sans-papiers, à côté d'autres plus corporatistes. Confrontées à ce mouvement incontrôlé, les grandes centrales syndicales entrèrent dans la danse ; appelant à des journées d'action ponctuées de manifestations massives : elles prirent ainsi le contrôle et la direction du mouvement. Cela permit au gouvernement, inquiet des risques sur la paix sociale à un moment où la révolte des banlieues ne datait que de quelques mois et où les services de police avertissaient du risque d'un nouvel embrasement dans les quartiers populaires, de déclarer que les conditions de l'application du CPE n'étaient pas réunies. Les syndicats, visiblement de mèche, décrétèrent alors la fin du mouvement, bien que les autres revendications n'étaient pas satisfaites...

On peut constater que pendant toutes ces années les divers mouvements de lutte que nous venons de passer en revue, bien que massifs, ont toujours buté sur le même obstacle : le **sabotage** des grandes organisations syndicales attachées à la défense de la paix sociale, le demi-succès de 2006 s'expliquant par la crainte chez les bourgeois d'une escalade incontrôlable des tensions sociales. En 2023 l'obstacle était le

même et la crainte avait disparu...

## LE MOUVEMENT DE 2023

L'une des mesures avancées par Macron lors de sa campagne électorale était de reprendre la réforme des retraites, en portant l'âge de départ à 65 ans ; finalement le projet retiendra l'âge de 64 ans. Contre ce projet une intersyndicale se constituera avec participation de la CFDT : lors de son Congrès en juin 2022 la direction de celle-ci qui voulait se positionner comme interlocuteur privilégié du nouveau gouvernement, était prête à accepter le recul de l'âge de la retraite, mais elle avait dû y renoncer face à une très forte opposition.

L'intersyndicale appellera à une «journée d'action» le 19 janvier pour protester contre le projet. Contrairement à ce que gouvernement et les syndicats attendaient, la participation y fut massive, atteignant ou dépassant d'emblée dans tout le pays les records atteints en 1995 et 2010 au bout de plusieurs semaines ou plusieurs mois. Par ailleurs l'opposition au projet et le soutien au mouvement étaient et sont restés très forts pendant toute la période. Cela contraignit l'intersyndicale à reprendre sa tactique des journées d'action à répétition – il y en aura une dizaine –, tout en «radicalisant» son discours, notamment en demandant le retrait du projet, revendication qu'elle n'avait pas voulu avancer au début. Sous la pression des travailleurs, elle appela même à «bloquer» le pays le 7 mars, bien entendu sans rien organiser en ce sens, mais en laissant la possibilité à certains secteurs d'entamer des grèves reconductibles s'ils le voulaient. Lorsque la police et la justice s'attaquèrent aux grévistes (réquisitions et dispersion de piquets de grève dans les raffineries), elle se contenta de protestations platoniques et d'actions en justice ; et elle s'efforça au maximum de conserver aux manifestations leur caractère pacifique (recevant pour cela les félicitations du gouvernement), ne faisant rien pour s'opposer à la répression policière des manifestants quand ce caractère pacifique commença à être contesté. De manière générale, elle régla la mobilisation sur le déroulement de l'activité parlementaire en faisant espérer aux prolétaires un vote favorable des députés contre la loi, puis du Conseil constitutionnel, puis l'éventualité d'un référendum ; en s'appuyant sur les illusions démocratiques, elle utilisa toutes les ficelles du cirque parlementaire pour écarter toute perspective d'un affrontement réel, de classe, avec le gouvernement.

### **Les grèves.**

Les «journées d'action» ne sont pas des journées de grève générale

(mot d'ailleurs jamais employé par les syndicats) : nombre de travailleurs qui le peuvent prennent une journée ou une demi-journée de RTT ; Mais pour certains (enseignement, administrations diverses...) elles correspondent à une grève véritable ; certains secteurs ont connu plusieurs jours de grève à la suite, voire des grèves reconductibles de plus longue durée. Ce fut le cas particulièrement des éboueurs parisiens, des raffineurs, des employés portuaires, des transports parisiens, des cheminots – secteurs qui font montre traditionnellement de combativité.

Il faut dire un mot des grèves dans l'électricité (EDF) et le gaz (Engie, ex-GDF). C'est un milieu très «aristocratique» : bons salaires, bonnes conditions de travail, avantages divers ; le Comité d'Entreprise d'EDF est le plus riche de France ; grande entreprise dans l'entreprise avec 5000 salariés, il constitue une véritable serre chaude de l'opportunisme. Les travaux les plus durs sont confiés à des sous-traitants qui ne jouissent pas du tout des mêmes conditions, salariales et autres. On ne s'attendrait pas y voir une forte combativité ; pourtant les syndicats annoncent des taux de grévistes lors des journées d'action supérieurs à ceux de 2019 (plus de 40% de l'ensemble du personnel, donc y compris les cadres, chiffre confirmé par la direction à la mi-mars) ; il y a eu des cas de coupures de courant «sauvages» dans plusieurs villes, actions non revendiquées (bien sûr !) par les syndicats. *«Si on le voulait on pourrait (...) faire un black out. Évidemment ce n'est pas le mot d'ordre. Nous sommes des professionnels et savons que cela aurait de graves conséquences».* (déclaration du dirigeant de CGT-Energie à Reporterre, janvier 2020)...

Comme dans toutes ces luttes depuis des décennies, ce sont essentiellement les travailleurs de la Fonction Publique qui se sont mobilisés (à l'exception notable des raffineries et, en partie, des chauffeurs routiers de certaines grandes entreprises de transport) ; par exemple à Paris les éboueurs des entreprises privées n'ont pas fait grève comme leurs collègues employés municipaux. En outre dans des secteurs de la FP comme la Poste où existait pourtant une certaine tradition de lutte, le nombre de grévistes a été très faible. Les ouvriers des plus grandes concentrations industrielles (automobile aviation sidérurgie...) comme des petites sont globalement restés en règle générale à l'écart du mouvement, même si des grèves locales ont éclaté en divers endroits (par exemple les presque 3 mois de grève des travailleuses chez VertBaudet à Lille dont la police a fait évacuer le piquet de grève). Cela s'explique en partie par la plus grande difficulté de faire grève dans les usines et les entreprises privées où le «despotisme patronal» est plus fort ; mais aussi et surtout parce que le problème le plus urgent pour les prolétaires du privé comme du public est le salaire.

Avant le déclenchement du mouvement il y avait eu à l'automne et au

début de l'hiver plusieurs grèves sur ce thème ; parmi les plus significatives citons un débrayage de plusieurs milliers d'ouvriers chez Peugeot (Stellantis), des grèves dans les raffineries et dépôts pétroliers, 3 semaines de grève dans 11 centrales nucléaires sur 18 (pour une augmentation de 200 euros par mois pour tous), la grève sauvage des contrôleurs de la SNCF pendant les vacances de Noël. Mais bien évidemment les syndicats se sont bien gardés d'avancer une quelconque plate-forme de revendications où les augmentations de salaire auraient tenu une bonne place ; en fait la seule revendication a été le retrait du projet puis de la loi sur les retraites.

**Autre point à relever** : le nombre relativement faible de structures interprofessionnelles qui se sont constituées par rapport à 2019. Il semble que plusieurs de ces AG interpro ne soient pas autre chose que des caisses de résonance de certains syndicats (SUD, syndicats enseignants) ; même quand ce n'est pas le cas, ces AG s'inscrivent «naturellement» dans l'orientation de l'intersyndicale. Un «réseau pour la grève générale» initié par un groupe trotskyste pour réunir les structures interpro afin de pousser l'intersyndicale à aller dans ce sens (objectif absurde) a été un échec.

Nous faisons plus loin une critique un peu détaillée de certains groupes dits d' «extrême gauche». Ils se sont contentés pour la plupart de suivre l'orientation de l'intersyndicale, se contentant dans le meilleur des cas d'une timide critique ; ce suivisme s'explique par leur intégration toujours croissante dans la bureaucratie syndicale. Occupons nous seulement de deux points qui sont souvent revenus dans leurs discours pendant le mouvement.

### **Crise politique ?**

Certains groupes n'ont pas hésité à parler d'une crise politique (ou même d'une situation «*prérévolutionnaire*» !) qui mettrait en jeu la survie du gouvernement ou des institutions de la Ve République, en s'appuyant pour cela sur les difficultés parlementaires du gouvernement ; ne disposant que d'une majorité relative, il est obligé de passer des accords avec les députés de droite (Les Républicains). C'est ce qui s'est passé cette fois encore : le projet de loi avait été élaboré avec les Républicains du sénat. Mais une partie des députés Républicains refusèrent cet accord ; pour ne pas risquer le camouflet d'un vote négatif, le gouvernement décida l'adoption de la loi sans vote (article 49.3 de la constitution) au grand scandale de ceux qui, confiants dans les institutions parlementaires, avaient espéré un vote contre ce projet de loi et qui ont dénoncé une action «antidémocratique».

Il faut rappeler que toutes les constitutions bourgeoises sont écrites de manière à faciliter l'action de l'exécutif étatique et non pour exprimer la «souveraineté populaire»: le «peuple» étant composé de plusieurs classes

aux intérêts différents et opposés, cette *souveraineté populaire* n'est qu'une fiction servant à camoufler la **souveraineté de la classe dominante** : la crise a été en fait essentiellement la *crise des illusions sur la démocratie bourgeoise*, illusions partagées et diffusées y compris par pas mal de pseudo révolutionnaires. Mais toujours démenties et toujours renaissantes, ces illusions ont la peau dure parce qu'elles sont en permanence alimentées par toutes les forces et les institutions bourgeoises...

### **Le mythe de la grève générale**

En 1995 le slogan préféré des manifestants était «Tous ensemble !» ; en 2006 la coordination étudiante lança un appel à la grève générale ; en 2003 les grévistes faisaient des cortèges avec le slogan «grève générale !», etc. Il est naturel que les prolétaires, conscients de la force du nombre et de la capacité potentielle de mettre l'économie capitaliste à l'arrêt, aspirent à une grève générale. En se basant sur cette plus que légitime aspiration plusieurs groupes politiques d'«extrême gauche» font de la grève générale l'arme décisive qui permettrait d'arracher les revendications des travailleurs.

En réalité il n'en est rien ; le succès d'une grève générale comme de toute grève dépend avant tout de l'orientation et des objectifs de ceux qui la dirigent : est-ce que ce sont les véritables intérêts, **de classe**, des prolétaires ou des intérêts et des objectifs **interclassistes** et **nationaux**, c'est-à-dire **démocratiques** ?

L'exemple de Mai juin 1968 démontre qu'une direction collaborationniste est synonyme de sabotage de la lutte. Il y a eu alors la grève générale la plus importante du mouvement ouvrier en France (et en Europe) : 8 à 10 millions de grévistes, des dizaines de milliers d'entreprises occupées, même les plus petites, un mouvement qui a duré 2 mois... et pourtant ses résultats furent minimes, bien moindres qu'en juin 36 où les grèves avaient été nettement moins nombreuses; la semaine de 40 heures conquise en 1936 et supprimée dans la préparation de la guerre n'est pas rétablie ; les ordonnances sur la Sécurité sociale pour la suppression desquelles les syndicats avaient appelé à 2 grèves générales en 1967, ne sont pas touchées ; la retraite à 60 ans n'est pas obtenue, etc. Les augmentations de salaire obtenues seront mangées en quelques mois par l'inflation. Le formidable rapport des forces établi dans les entreprises face aux patrons ne se traduisit pas à la table des négociations, parce que les soi-disant «représentants des travailleurs», les responsables syndicaux, en bons réformistes étaient en réalité d'abord les **défenseurs des intérêts du capitalisme français** avant d'être ceux des travailleurs. Et lorsque les ouvriers de Billancourt rejetèrent les accords de Grenelle, ils ne purent rien faire d'autre qu'espérer de

nouvelles négociations menées par les mêmes, pour améliorer à la marge ces accords. Demain une grève générale laissée à la merci des organisations qui sabotent les luttes ne pourrait être qu'un avortement.

## EN CONCLUSION

De nouvelles luttes attendent les travailleurs, y compris sur le retraites, en France comme ailleurs. Ce tour d'horizon permet de comprendre que ce qui est décisif dans les luttes, ce n'est pas le nombre en soi, mais le fait que la lutte, grande ou petite soit menée sur des orientations de classe, c'est-à-dire pour la **défense exclusive des intérêts prolétariens**, et avec des méthodes et des moyens classistes et donc une organisation indépendante, en **rupture** avec les orientations interclassistes des organisations politiques et syndicales qui pratiquent la collaboration de classe avec la bourgeoisie et son Etat.

Il n'y a pas d'autre perspective réaliste dans la lutte contre les capitalistes et tout leur système d'exploitation et d'oppression que la reprise générale de la lutte de classe.

*(21/05/2023)*



# Méthodes, moyens, objectifs de classe : quésaco ?

Dans la situation actuelle, après décennies de contre-révolution, les armes et les méthodes classiques de lutte sont ignorées du prolétariat, même quand il est poussé par la force matérielle des affrontements à les reprendre spontanément. Les organisations politiques et syndicales collaborationnistes, y compris «combatives», qui «jouent le jeu du dialogue social» font tout pour l'en empêcher, parfois au nom d'une prétendue efficacité, souvent au nom de la légalité à respecter pour éviter la répression, toujours au nom du sacro-saint principe de la démocratie : les manifestations doivent rester pacifiques pour attirer le plus grand nombre, les «débordements» doivent être évités pour ne pas courir le risque de la répression, les grèves ne doivent pas gêner les usagers, les piquets de grève doivent être seulement dissuasifs ou filtrants (le mieux est qu'il n'en y ait aucun), les décisions en AG doivent être prises à bulletins secrets et de la façon la plus morcelée possible (encore plus «démocratique» est que les prolétaires se contentent d'obéir à leurs représentants syndicaux !) ; et enfin l'arme ultime est le référendum où les «citoyens», toutes classes confondues, pourraient imposer à coup de bouts de papier leur volonté aux «gouvernants» et à l'Etat.

Les faits démontrent que ces moyens et ces méthodes en réalité affaiblissent la lutte, voire la stérilisent et la condamnent à l'impuissance : la poussée de la lutte est d'autant plus forte, son élan d'autant plus grand, sa force d'attraction et sa capacité à rencontrer la solidarité des autres prolétaires d'autant plus puissantes et, partant, ses chances de succès d'autant plus sérieuses, qu'elle est centrée sur la défense des intérêts prolétariens et **eux seuls** ; c'est-à-dire des intérêts communs à toute la **classe** des «sans-réserves» ne possédant rien d'autre que leur force de travail que, pour toucher un salaire indispensable pour vivre, ils sont obligés de vendre à un patron qui tire son profit de son **exploitation**. En tant que classe exploitée, les prolétaires ont des intérêts distincts et opposés à ceux de la classe des exploiters capitalistes et de leurs serviteurs, ainsi qu'à ceux des classes intermédiaires petites bourgeoises ; et pour défendre leurs intérêts il ne faut pas que les prolétaires se laissent arrêter et dévier par de prétendus «intérêts supérieurs» ou «intérêts généraux» comme l'intérêt de l'entreprise, de l'économie locale, régionale ou nationale : ce ne sont là que les intérêts du capital, c'est-à-dire les intérêts de la classe ennemie, la classe exploitée ; les défendre ou les prendre en compte ne peut se faire qu'au détriment de la classe exploitée, au détriment des intérêts prolétariens. **Salaire contre profit, classe contre classe !** Voilà qu'elle doit être la perspective des prolétaires s'ils ne veulent pas rester éternellement soumis aux capitalistes, s'ils veulent avoir la possibilité de s'émanciper de l'esclavage salarié.

Avant même de songer à l'objectif final, qui implique le renversement révo-

lutionnaire du pouvoir capitaliste et l'instauration, sur les ruines de l'Etat bourgeois, du pouvoir dictatorial du prolétariat, cela implique nécessairement pour les luttes de résistance quotidiennes, y compris élémentaires, de suivre des méthodes des moyens et des objectifs adéquats : c'est-à-dire qui renforcent les prolétaires et affaiblissent les patrons capitalistes et leur Etat. Une lutte qui ne met pas en péril les profits ou ne gêne pas la bonne marche de l'économie et le fonctionnement de l'Etat, une lutte qui se fixe l'objectif de s'adresser à l'«*opinion publique*» ou d'être «*entendu*» par le gouvernement, n'est pas une lutte classiste ; ce n'est pas une lutte du tout, mais une simple procession à la manière des absurdes processions religieuses organisées pour intercéder auprès d'un Saint quelconque.

C'est au contraire seulement la mise en action de la puissance de classe du prolétariat qui peut établir un rapport des forces favorable face aux patrons, à la classe bourgeoisie dans son ensemble et à son Etat. Dans ce but il est indispensable de mettre en avant les méthodes et les moyens qui permettent l'organisation et la mobilisation prolétariennes pour arriver à ce rapport de force :

- la mise au point d'une plate-forme revendicative la plus unifiante possible.
- la grève sans limitation préalable de durée, sans préavis ni respect du «service minimum».

- la direction de la grève par un comité de grève élu en AG et responsable devant celle-ci, et non mis en place par les bureaucrates syndicaux, indépendant de l'influence des organisations collaborationnistes ; la participation de tous les travailleurs à l'organisation et au déroulement de la grève.

- la mise en place de piquets de grève effectifs et massifs et l'occupation des locaux pour interdire l'entrée des non-grévistes de façon à bloquer réellement l'activité et pouvoir résister aux interventions policières.

- la recherche de la solidarité active des autres prolétaires (et non celle du «public» ou des «usagers», toutes classes confondues) notamment contre la répression policière et judiciaire; la mise en place d'une caisse de grève gérée par les grévistes; enfin l'extension la plus large possible de la grève.

Les revendications générales de classe doivent correspondre aux principes qui suivent :

## **DEFENSE DU SALAIRE**

- Augmentation générale des salaires et des pensions pour tous les travailleurs, plus élevée pour les catégories les moins bien payées, permettant d'éviter le recours aux heures supplémentaires!

- Augmentation du salaire minimum, de toutes les allocations et de tous les minima sociaux ! Pas de revenu inférieur au salaire minimum !

- Salaire intégral pour les chômeurs et les licenciés!

- Réduction drastique de la journée de travail pour tous à salaire égal, quelle que soit la catégorie, le secteur ou l'emploi!

- Diminution de l'âge de la retraite, plus forte pour les métiers pénibles et pour les femmes prolétaires !

- Contre le travail précaire, transformation des CDD en CDI !

## CONTRE LE CONTRÔLE DE L'IMMIGRATION

- Non à la concurrence entre prolétaires autochtones et migrants !
- A travail égal salaire égal pour les prolétaires autochtones et étrangers !
- Liberté de circulation pour tous les travailleurs et leurs familles !
- Régularisation de tous les sans-papiers !
- Non au délit d'aide aux «clandestins» !
- Non aux expulsions!
- Fermeture de tous les centres de rétention, libération de tous les migrants et sans papiers !

## DEFENSE DES CONDITIONS DE VIE, DE TRAVAIL ET DE LUTTE

- Non à l'augmentation de l'intensité et de la durée de la journée de travail!
- Contre la nocivité du lieu de travail et d'habitation, contre le travail de nuit l'augmentation des cadences et des rythmes de travail !
- Contre toutes les discriminations fondées sur l'âge, le sexe, la nationalité!
- Contre toutes les formes de despotisme et de harcèlement sur le lieu de travail et dans la société !
- Pour l'union dans la lutte de tous les prolétaires par dessus les limites de catégorie et de corporation!
- Contre toutes les mesures restreignant l'usage de la grève !
- Non à la soumission des intérêts prolétariens aux besoins de l'entreprise et du marché!
- Contre toutes les formes de collaboration interclassiste entre prolétaires et patrons, entre exploités et exploités !
- Pour la renaissance d'organismes prolétariens de lutte indépendants des appareils et des pratiques du collaborationnisme interclassiste !
- Pour la reconstitution du syndicat de classe !

Ceci n'est pas un catalogue revendicatif (nous n'avons pas chiffré les revendications), mais un ensemble non exhaustif de points généraux qui définissent une **orientation de lutte de classe** sur laquelle un mouvement d'ensemble du prolétariat est possible. Il est clair qu'il ne s'agit encore que d'une **lutte de défense** contre l'exploitation capitaliste ; mais cette lutte de défense est indispensable avant d'avoir la force de passer à l'**offensive**, c'est-à-dire à la **lutte révolutionnaire contre le capitalisme** : c'est dans cette lutte, devenue *«l'école de guerre du communisme»* (Engels) que le prolétariat retrouvera ses armes de classe et forgera son unité de combat pour la révolution.

(6/06/2023)

# «Révolution Permanente» ou la permanence du réformisme

*«Révolution Permanente» (RP) est une nouvelle organisation trotskyste très active dans les luttes actuelles, avec un discours d'apparence plus combative que celui des organisations traditionnelles du style NPA, LO, POI -POID (les frères ennemis du Lambertisme). Qu'en est-il en réalité ?*

RP s'est constituée comme organisation indépendante en décembre dernier; auparavant elle faisait partie du NPA, en tant que tendance «de gauche» créée en 2010 par des militants de la «Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale» (FT-QI), un regroupement trotskyste international surtout présent en Amérique Latine et dont la principale section est le PTS (Parti des Travailleurs Socialistes) argentin (1). Cette tendance, le «Courant Communiste Révolutionnaire», a donc été membre du NPA pendant plus de 12 ans pour «refonder» celui-ci afin qu'il devienne «un outil pour la construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs qui ait la lutte de classe comme centre de gravité».

Pourquoi alors le CCR est-il resté pendant plus de 12 ans dans un parti qui selon ses propres dires n'était pas révolutionnaire ni n'avait la lutte de classe comme centre de gravité, sinon parce que pour lui ces caractéristiques du NPA n'étaient pas si importantes ?

Dans une vidéo de septembre 2020 la porte-parole du CCR expliquait que leur objectif était de faire du NPA «un outil de recomposition de l'extrême gauche qui reprend l'audace tactique de Trotsky, pour construire en France un parti révolutionnaire puissant qui soit composé de militants de traditions différentes (...)» (2). Bref un parti qui serait puissant parce qu'il regrouperait des militants aux positions différentes: au diable l'homogénéité programmatique et politique, vive l'auberge espagnole comme l'a été le NPA dès sa fondation !

La cause immédiate de la rupture avec celui-ci a été une question électorale, RP ayant décidé de présenter son propre candidat aux Présidentielles alors que Poutou était le candidat officiel du NPA; la rupture n'a rien eu de principal, de programmatique ou de classiste et d'ailleurs si RP dénonce une «droitisation» du NPA, cela ne l'empêche pas de se plaindre d'avoir été injustement exclue de cette pétaudière...

En réalité il y a belle lurette que non seulement le NPA, mais tout le courant qui en est l'origine et qui porte le nom de trotskysme, s'est «droitisé». Sous ses innombrables variantes, ce courant qui porte, bien à tort, le nom du

chef de l'Armée rouge, n'a retenu de ce dernier que les lourdes erreurs «tactiques» et les manœuvres commises au cours des années trente dans ses tentatives désespérées d'accroître artificiellement la force des groupes militants révolutionnaires : entrisme dans les partis sociaux-démocrates, défense de la démocratie, etc. Après l'assassinat de Trotsky ses partisans engagés sur cette pente fatale, se sont éloignés toujours davantage du marxisme et du communisme révolutionnaire; ils ont fini par se satelliser autour des partis réformistes, au nom du «front unique» et de la défense de l'Union Soviétique et des Etats dits «ouvriers».

La présence internationale de ce courant et son succès relatif tiennent au fait qu'il remplit une fonction utile à l'équilibre de l'échiquier politique bourgeois: paralyser les prolétaires poussés à rompre avec l'influence et l'encadrement des appareils contre-révolutionnaires et les ramener dans leur giron. Les partis appartenant à ce courant que les bolcheviks appelaient «**centrisme**» et qu'ils considéraient comme le principal obstacle à la formation d'authentiques partis révolutionnaires communistes, combinent une phraséologie révolutionnaire nécessaire pour séduire les prolétaires les plus combattifs à une pratique opposée, suiviste par rapport aux forces de l'«opportunisme» contre-révolutionnaire.

RP qui prétend construire une organisation révolutionnaire, correspond précisément à cette définition comme nous allons le constater.

Si l'on examine les textes publiés lors de sa fondation on ne trouve aucun programme théorique ou politique digne de ce nom. Ce qui en tient lieu c'est un texte intitulé: «*Bases politiques pour une nouvelle organisation révolutionnaire*» (3). Il dresse le tableau d'«*un long processus de radicalisation parmi les travailleurs et la jeunesse*» dans le cadre d'un «*nouveau cycle de lutte des classes*» qui se serait ouvert en France depuis 2016. Arrêtons-nous un moment à cette année; il y avait eu alors le long mouvement contre la «loi El Khomri» (ou «loi travail») du gouvernement PS, loi qui avait l'objectif de réformer le code du travail pour mieux répondre aux besoins des entreprises. L'échec du mouvement dû au sabotage des directions syndicales permit par la suite la promulgation des décrets Macron en 2017 qui aggravaient les mesures prévues dans la loi.

En marge des luttes contre la loi El Khomri était apparu le mouvement «Nuit debout» dont les figures de proue étaient le journaliste cinéaste François Ruffin et l'économiste philosophe Frédéric Lordon (4); selon RP «Nuit Debout» (ND) faisait partie de «*l'expression d'une certaine conscience anticapitaliste avec une aspiration à des formes de démocratie directe et de radicalité*».

Cette caractérisation est significative de l'activisme immédiatiste de RP marquée par l'absence de position de classe dans les analyses; attirée par un mouvement qui rassembla plusieurs milliers de personnes pendant quelques

mois, elle met de côté la nature petite bourgeoise de ce mouvement pacifiste et «citoyen» qu'un sociologue avait bêtement appelé «*le premier mouvement social post-marxiste*» parce que comme tous les mouvements de ce type il prétendait être au-dessus des classes et de la lutte des classes...

Bien loin d'être l'expression d'un processus de radicalisation anticapitaliste, ND était gros d'un nouveau réformisme de base dans une situation marquée par la forte désillusion vis-à-vis des partis de gauche traditionnels, en commençant bien sûr par le PS. En Espagne un mouvement similaire donna naissance au parti «Podemos» qui entend revitaliser le réformisme; en France c'est «La France Insoumise» qui s'attelle à la même besogne. L'apparition de forts mouvements petits bourgeois ou interclassistes peut bien être le signe de la montée des tensions sociales et de l'affaiblissement à un moment donné du cirque politique bourgeois, cela n'entraîne pas nécessairement ni automatiquement une radicalisation des prolétaires ni un affaiblissement de la domination politique de la bourgeoisie comme le démontre le cas espagnol.

A la radicalisation qu'elle décrit, répond selon RP la «*passivité et le scepticisme*» de l'extrême gauche «*plus affaiblie et plus marginale que jamais*», incapable de «*politiques audacieuses menées dans les mouvements depuis 2016*». Devant ce marasme «*poser aujourd'hui la nécessité d'une refondation de la gauche révolutionnaire est décisif*» sinon «*le risque est grand que la crise économique et politique et même les phénomènes embryonnaires de radicalisation politique à l'œuvre au sein du prolétariat conduisent à la démoralisation de notre classe et soient capitalisés par des variantes réactionnaires d'extrême-droite*» ! Difficile de ne pas voir ici l'écho des craintes classiques des petits bourgeois démocrates que la radicalisation des prolétaires ne les conduise au fascisme si elle n'est pas canalisée...

La nouvelle organisation qui comblera ce vide, est paraît-il, révolutionnaire: elle revendique en effet le «*renversement de l'Etat bourgeois*». Pour le remplacer par quoi? Par «*un pouvoir démocratique de la majorité exploitée, à travers de ses organes d'auto-organisation*». Le mot «dictature du prolétariat» que tous les opportunistes, tous les révisionnistes du marxisme ont toujours rejeté, est trop difficile à prononcer pour nos «révolutionnaires»! Mais est-ce le mot ou la chose qui leur fait peur ? RP avance la perspective d'un «*bloc ouvrier et populaire, unissant tous les exploités et opprimés*» c'est-à-dire d'une alliance interclassiste, pour «*vaincre le bloc bourgeois aujourd'hui rassemblé derrière Macron*». Ce n'est plus du marxisme, c'est du mélenchonisme ! Comment se fera la révolution ? Par «*la transformation d'un mouvement social en grève générale politique, qui paralyse la marche de l'économie capitaliste et pose le problème de qui dirige la société*».

Le problème étant posé comment sera-t-il résolu ? Nous n'en saurons pas plus.

Lénine écrivait dans «L'Etat et la révolution»: «*La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée - et précisément celle-là - de la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et d'Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances social-chauvines et kautskistes, aujourd'hui prédominantes, s'exprime avec un relief singulier dans l'oubli par les partisans des uns comme des autres de cette propagande, de cette agitation*». Pour les révolutionnaires en peau de lapin de RP il est inconcevable de faire cette propagande, d'expliquer avec Lénine que: «*sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois*», de parler d'insurrection armée, de recours à la violence pour écraser les forces bourgeoises et la contre-révolution. Elle préfère diffuser la vieille illusion de la grève générale pacifique qui, on ne sait comment, ferait disparaître le capitalisme.

Encore un point à relever: RP veut mener un combat politique «*pour imposer les idées révolutionnaires dans le débat national [?] en se servant pour cela des élections*». En prétendant utiliser le cirque électoral pour «imposer» les positions révolutionnaires, elle **cache** aux yeux des prolétaires qu'il s'agit d'un mécanisme bien rôdé au service de la domination bourgeoise: au lieu de combattre les illusions trop répandues sur les élections, elle les **renforce!**

Nous avons déjà illustré son réformisme dans la question cruciale de l'Etat lorsqu'elle appelait en 2014 à une «*réelle mobilisation populaire de fond*» pour des «*réformes constitutionnelles*» démocratiques (5)...

**Pacifiste, électoraliste et réformiste**, RP qui prétend sans rire «*réhabiliter un marxisme vivant*» en réalité **trahit** complètement la doctrine marxiste authentique.

\* \* \*

Il nous reste à dire quelques mots de son action pratique dans les luttes. RP affirme vouloir mener un «*combat à mort*» contre la bureaucratie qui est «*un agent du patronat à l'intérieur du mouvement ouvrier*», pour lui «*arracher le contrôle des syndicats*» et pour l'«*auto-organisation*» des travailleurs.

Fortes paroles, mais pas suivies d'effets.

A l'automne 2019 lors de la grève sauvage du Technicentre de Châtillon, elle resta silencieuse devant le blocage par SUD-Rail (où elle a des militants) de l'appel des grévistes à l'extension de la lutte à tous les cheminots et qui appela à la reprise du travail au nom du «*dialogue social*» (6). Au contraire elle valorise l'action de SUD-Rail dans le conflit (7) ! En décembre 2019 la

coordination RATP-SNCF à Paris où ses militants (délégués syndicaux de SUD-Rail) ont joué un rôle-clé et qui semble-t-il avait étouffé la formation d'un comité de grève à la RATP, en refusant d'appeler à une direction alternative, en détournant la colère des cheminots et traminois contre la CFDT (opposée au mouvement) et dans des «actions spectaculaires» sans intérêt, a en fait servi de **couverture** au sabotage de l'intersyndicale. Pendant tout ce mouvement contre la réforme des retraites, la position de RP a été d'appeler à un «*plan de bataille*»; elle **cachait** ainsi aux prolétaires que le problème avec l'intersyndicale n'était pas qu'elle manquait d'un bon plan de bataille, mais qu'elle ne voulait pas se battre ! Autrement dit-elle cachait que si l'intersyndicale privilégiait toujours le dialogue social à la lutte, comme l'avait avoué ingénument SUD, c'est parce que ces organisations sont intégrées dans le réseau serré de collaboration de classe, et qu'il faudra contre ces appareils reconstituer des **organisations de classe**.

Dans les luttes actuelles RP suit la même orientation; bien loin de mener une «lutte à mort» contre les bureaucraties syndicales, elle se contente de critiquer leur «*manque de détermination*» et leur «*stratégie*». Mieux (ou pire !), elle n'hésite pas à les appeler à la rescousse: «*Martinez et Berger doivent aller soutenir les raffineurs sur les piquets !*» écrit-elle ainsi le 23/3 en appelant la CGT et la CFDT à condamner les réquisitions – ce que ces syndicats ont d'ailleurs fait...

Mais nous dira-t-on, RP a lancé un appel à la constitution d'un «*réseau pour la grève générale*» et de «*comités d'action pour la grève générale*» pour dépasser l'intersyndicale qui «*ne parvient pas à insuffler à la majorité de la population active*» conviction et détermination. Cet appel s'adresse «*aux secteurs en lutte, aux syndicats combattifs et aux coordinations interpro*». Cela sonne très radical, mais si cet appel rencontrait un écho réel il reviendrait non pas à ce que les travailleurs prennent en mains la lutte **sur des bases de classe**, mais que le fassent certaines structures syndicales dites combattives mais liées à l'intersyndicale (SUD...) et certains groupes qui leur sont proches. La petite expérience que nous avons des AG interpro ne laisse guère de doute à ce sujet. Une grève générale qui ne serait pas menée sur des orientations anti-collaborationnistes ne mènerait qu'à l'échec...

Le refus de combattre dans les faits et de dénoncer frontalement l'emprise des appareils syndicaux collaborationnistes (qui s'explique par la présence en leur sein de quelques-uns de ses militants), s'accompagne d'une appréciation apocalyptique de la situation sociale: après le vote du 49.3 nous serions en effet entrés dans un «*moment pré-révolutionnaire*» pouvant devenir «*même révolutionnaire*» (8)!

Paradoxalement, cette analyse d'un optimisme délirant démontre d'une façon aveuglante le **réformisme foncier** de RP; les revendications qu'elle

avance dans une telle situation ne vont en effet pas plus loin que le réformisme le plus creux: démission de Macron, changement de constitution, «*défense d'un programme démocratique radical face au pourrissement des institutions autoritaires de la République bourgeoise, qui facilite la lutte pour un gouvernement des travailleurs et des classes populaires*».

Nous ne saurons pas ce que serait un tel gouvernement hybride et comment il apparaîtrait, sinon qu'il serait le fruit de la démocratie. Le marxisme a expliqué dès le début que la démocratie est une forme bourgeoise; elle avait une valeur révolutionnaire face au féodalisme basé sur l'inégalité des individus selon leur naissance, elle n'en a plus aucune face au capitalisme développé.

Croire ou faire croire qu'un «programme démocratique» peut être révolutionnaire dans les conditions de la domination bourgeoise complète (comme le soutenait Moreno), c'est ou bien retarder de deux siècles, ou bien plutôt s'aligner sur l'idéologie dominante; dans les deux cas c'est s'opposer à la perspective de la révolution **communiste**, c'est-à-dire à la seule voie de l'émancipation prolétarienne.

La conclusion est donc sans appel: malgré tout son activisme tapageur, RP ne peut constituer un quelconque point d'appui pour les prolétaires en lutte, mais un facteur de **confusion** et donc d'**affaiblissement**.

(«le prolétaire»; N° 548; Mars-Avril-Mai 2023)

---

(1) Le PTS et la FT-QI viennent du «morenisme», du nom du militant trotskyste argentin Nahuel Moreno dont la trajectoire politique fut toujours placée sous le signe de l'opportunisme le plus éhonté: depuis l'entrisme dans le péronisme (parti bourgeois nationaliste) dans les années 50, à la «révision» ouverte des positions de Trotsky et Marx, à l'intégration dans l'union nationale contre «le terrorisme et la subversion», la dénonciation des grèves qui risquaient d'affaiblir le gouvernement péroniste, jusqu'aux compromissions avec la sanglante dictature du général Videla (appelée par lui en 1976 «*la dictature la plus démocratique d'Amérique Latine*» – voir *Le Prolétaire* n°232) – ce qui n'empêcha pas son parti, le PTS, d'être interdit comme tous les autres partis et de subir la répression.

En 1982 Moreno fonda le MAS (Mouvement vers le Socialisme, aujourd'hui disparu) qui avec la quasi-totalité des partis de gauche et d'«extrême» gauche, guérilleros y compris, soutint la guerre de la dictature pour conquérir les Îles Malouines. Après le retour pacifique à la démocratie bourgeoise en décembre 1983, (qualifié par lui de «révolution démocratique»)

que») le MAS se développa peu à peu au point de devenir le plus important parti d'«extrême gauche» argentin. Le PTS naquit d'une scission du MAS en 1988 qui reprit le nom de l'ancien parti en revendiquant l'héritage de Moreno (mort l'année précédente). Mais quelques années plus tard, tout en demandant son adhésion au regroupement international moreniste (la LIT-QI), il annonçait se démarquer de cet héritage et revenir aux positions trotskystes traditionnelles. Aujourd'hui l'activité principale du PTS se mène depuis 2011 dans le cadre d'un front électoral avec d'autres partis trotskystes et morenistes, le «Frente de Izquierda-Unidad» (Front de Gauche-Unité) qui a un programme réformiste classique (nationalisations, etc). Le FIT-U a obtenu 5,4% des voix et 4 députés aux législatives de 2021.

La «Tendance Claire», une autre tendance «de gauche» du NPA que nous avons déjà eu l'occasion d'épingler, a elle aussi été un moment liée à la FT-QI avant de se rapprocher de la LIT-QI. Lors des dernières présidentielles cette tendance plutôt... trouble, décida de soutenir Mélenchon et de faire de l'entrisme dans «La France Insoumise» – tout en continuant à appartenir au NPA

(2) [https://www.revolutionpermanente.fr/Trotsky2020-hommage-internationaliste-aux-80-ans-de-son-assassinat ...](https://www.revolutionpermanente.fr/Trotsky2020-hommage-internationaliste-aux-80-ans-de-son-assassinat...)

(3) <https://www.revolutionpermanente.fr/Bases-politiques-d-une-nouvelle-organisation-revolutionnaire>

(4) Ruffin est depuis devenu député de la NUPES. Lordon était présent comme invité au Congrès de RP où il déclara «*il est vital de tout niquer, mais avec méthode*» en expliquant qu'il faut convaincre une partie de la bourgeoisie en lui faisant comprendre que «*dans ses intérêts matériels il entre aussi ses intérêts de terrestre*».

(5) cf. *Le Prolétaire* n°518. Polémiquant avec Mélenchon et son projet de VIème République, ils écrivaient qu'il ne remettait pas en cause «*la caractéristique centrale*» du régime actuel qui est... le caractère de classe bourgeois de l'Etat ? Vous n'y êtes pas: «*la fonction présidentielle*» !

(6) cf. *Le Prolétaire* n°535.

(7) <https://revolutionpermanente.fr/SNCF-Retour-sur-la-greve-du-technicentre-de-Chatillon-qui-a-paralyse-la-moitie-de-la-France?fbclid=IwAR2f7J6>.

(8) <https://www.revolutionpermanente.fr/Bataille-des-retraites-Du-moment-Berger-au-moment-pre-revolutionnaire>

# A l'«extrême» gauche : suivisme et opportunisme démocratique

Nous n'allons pas faire un examen exhaustif des positions des différents groupes de la dite extrême gauche ; pour la plupart ils ont fait montre de leur suivisme habituel par rapport aux organisations syndicales qui composent l'intersyndicale. Ceux qui se hasardent à quelques critiques le font discrètement, comme LO dont les critiques platoniques ne dépassent pas les pages de sa revue théorique et ne se traduisent jamais dans la pratique. Nous nous contenterons ici d'un bref aperçu de quelques courants trotskystes.

## LES LAMBERTISTES DECHAINES

Les plus caricaturaux sont ceux qui appartiennent à l'aire «lambertiste», c'est-à-dire qui sont issus de l'OCI (ex PCI, puis PT puis POI) du trotskyste «Lambert». Donnons seulement 2 exemples. Le petit groupe «Révoltes» appelait ainsi à la grève générale et il demandait que l'intersyndicale s'allie *«sans délais aux parlementaires de la Nupes pour décider de chasser Macron-Borne du pouvoir. La responsabilité des organisations ouvrières est de prendre le pouvoir»* ! (tract du 21/03). Comment prendre le pouvoir ? Par une manifestation nationale devant le parlement. Au fou !

Un peu moins échevelée mais tout aussi absurde est la position du POID ; dans un tract du 10/03 repris par son journal *La Tribune des Travailleurs*, après avoir demandé à l'intersyndicale d'appeler à la grève générale, il se prononce pour un *«gouvernement des travailleurs et de la démocratie»* – sans expliquer ce que cette curieuse formule veut dire. Mais c'est en définitive assez clair : *«Le devoir des partis se réclamant de la cause des travailleurs et de la démocratie, qui disent soutenir la mobilisation, est de se prononcer clairement pour le départ de Macron, maintenant, tout de suite, et de proclamer qu'ils sont prêts à constituer un gouvernement d'urgence et de rupture qui abrogera la réforme des retraites»*. Le POID roule pour les partis de gauche, pour un nouveau gouvernement de gauche qui, comme les précédents ne pourraient qu'être au service du capitalisme : en cas de grave crise sociale un tel gouvernement serait une planche de salut pour l'ordre bourgeois. C'est cette alternative que prépare le POID comme son frère ennemi le POI qui a fait sien un soutien indéfectible à Mélenchon.

## LE NPA ALIGNÉ SUR LE PARLEMENTARISME ET L'UNION DE LA GAUCHE REFORMISTE

Le NPA ne rate pas une occasion de dénoncer le caractère antidémocratique de la Constitution comme si c'était là le problème et qu'une constitution plus démocratique devrait être souhaitée ; pour les communistes véritables la question est que, démocratiques ou non, toutes les constitutions bourgeoises sont à combattre au même titre que l'Etat qu'elles sont censées contrôler dans la mythologie démocratique. Le NPA s'aligne sur l'orientation de l'intersyndicale qui organise une journée d'action pour peser sur le vote du 8 juin, faisant ainsi dépendre le sort du mouvement social des péripéties parlementaire : *« nous avons toutes et tous intérêt à nous faire entendre, à exercer une pression maximale en vue de ce vote »* (tract du 30/05). Les prolétaires, s'ils se laissent prendre à ce piège parlementaire sont définitivement battus. D'ailleurs le piège n'a pas très bien marché: la participation à la journée a été en nette baisse, ainsi que les grèves, et finalement le fameux vote au parlement n'a même pas eu lieu...

Le NPA a d'ailleurs la même position que les lambertistes : derrière les appels à la grève générale dont il se gargarise, il tombe le masque en avançant *« deux perspectives. La première est celle de réunions de toutes les organisations de gauche, associations, syndicats, partis, pour discuter de comment construire une réponse sociale et politique des exploités et des opprimés, face à Macron, au patronat et à leur Ve République, et de comment poser la question d'un pouvoir réellement au service de notre camp social.*

*La seconde est de mettre en débat une grande manifestation à Paris, vers l'Élysée, pour aller chercher Macron. On a viré Louis XVI, on a empêché Charles III de venir parader, on peut bien virer le roi Macron, Emmanuel Ier !»* (tract du 3/04/2023). Ou comment conjuguer un verbiage pseudo-révolutionnaire (d'une révolution **bourgeoise** !) et l'opportunisme réformiste le plus plat !

Jamais ce ne sera en discutant avec les partis et autres organisations de la gauche bourgeoise qu'il sera possible de «construire» une réponse des prolétaires, mais en revenant **contre** toutes ces organisations à la lutte de classe anticapitaliste ! Ce à quoi tournent le dos nos trotskystes, préférant sans aucun doute rêver à un accord électoral avec Mélenchon et cie...

(12/06/2023)

# Assez de manifestations-promenades ! Seule la lutte de classe prolétarienne peut être victorieuse !

L'intersyndicale a appelé à une énième journée d'action contre la réforme des retraites ; selon la nouvelle dirigeante de la CGT, S. Binet, «*le combat n'est pas perdu*» (*Le JDD*, 4/6). En réalité le combat est perdu dès que son sort est confié à ceux qui ne veulent pas combattre ! Dès le début l'intersyndicale n'a conçu la mobilisation que comme un simple moyen de pression pour ouvrir le dialogue avec le gouvernement et accompagner la mascarade parlementaire ; elle affirme fièrement qu'elle «*s'est attachée à maintenir une mobilisation pacifique, festive et populaire*» (communiqué intersyndical, 2/5/23) et elle n'a pas donné d'autre objectif à la journée du 6 que de «*permettre à l'ensemble des salariés de se faire entendre des parlementaires*» (!) ; elle annonce qu'elle ira «*rencontrer les députés partout pour les appeler à voter [une] proposition de loi* » (communiqué, *ibidem*) dont son auteur a reconnu que même si elle était votée, elle ne déboucherait sur rien... Du **crétinisme parlementaire** (comme disait Marx) à la énième puissance ! Binet se lamente : si cette proposition de loi est contournée «*les citoyens peuvent s'interroger : nos députés ne serviraient donc à rien ?*» (*Le JDD*, *ibidem*). De fait les députés, le parlement et tout le système démocratique, **ne servent à rien** pour les prolétaires et leurs revendications ; par contre ils servent à les détourner de la seule façon d'obtenir satisfaction : par la lutte ouverte, par la grève s'en prenant aux profits capitalistes et au bon fonctionnement de l'Etat. Une lutte réelle n'est pas une kermesse joyeuse et festive ! En contribuant à diffuser de la manière la plus absurde les croyances en la vertu de l'action parlementaire, en criant à la «*crise démocratique*» (après le 49.3), en cachant donc que la démocratie bourgeoise a une fonction essentiellement **anti-prolétarienne** l'intersyndicale démontre une fois de plus son opposition à une véritable défense des intérêts prolétariens.

La démocratie repose sur le **mensonge** selon lequel tous les citoyens sont égaux et qu'ils peuvent tous également exprimer et faire aboutir leurs aspirations à travers les institutions démocratiques. Mais la réalité est bien différente : il y a des capitalistes puissants qui façonnent l'opinion publique et une masse sans pouvoir ; les citoyens sont divisés en **classes sociales** aux intérêts opposés et la classe des capitalistes qui possède toutes les richesses a façonné les institutions, depuis le parlement jusqu'à l'Etat, pour qu'elles défendent ses intérêts et sa domination sur la société. Dans ce

cadre l'institution bourgeoise décisive, celle qui concentre toute la force de la classe dominante, est celle de l'**Etat**, le parlement n'ayant qu'un rôle **accessoire** à cet égard, le cirque parlementaire servant surtout à duper la population.

## **LA LUTTE DE CLASSE PROLETARIENNE EST LA CLE DE LA VICTOIRE**

Le recours aux institutions bourgeoises est donc une dangereuse impasse pour les prolétaires, un véritable miroir aux alouettes. La seule voie pour résister aux attaques bourgeoises, pour arracher satisfaction est la **lutte ouverte et déterminée**, comme viennent de le démontrer les travailleuses de Vert Baudet (Nord) après plus de 2 mois de grève et en résistant aux intimidations et aux attaques policières. Ce n'est pas la voie qu'indique l'intersyndicale : irréductiblement attachés à la collaboration de classe et au dialogue social, les dirigeants syndicaux se sont précipités pour rencontrer la première ministre et ils se préparent, non à la lutte, mais à des «*propositions communes*» à négocier pour que «*les préoccupations des salariées soient prises en compte*». Si les prolétaires ne veulent pas qu'on prenne gentiment en compte leurs préoccupations, mais que leurs **revendications** fondamentales, sur les retraites et le salaire, soient obtenues, ils ne peuvent le faire que par la **lutte véritable**, non par les institutions démocratiques ou des manifestations-promenades à répétition. Et cette lutte doit être menée sur des bases de classe indépendamment des partisans de l'interclassisme, avec des méthodes et des moyens classistes unissant tous les prolétaires, jeunes et vieux, français et immigrés, hommes et femmes, actifs et retraités, employés et chômeurs, contre les patrons et l'Etat bourgeois. C'est la clé de la victoire dans les prochaines luttes qui nous attendent avec les «réformes» et les lois anti-ouvrières promises par le gouvernement, alors que l'inflation qui continue à ronger le niveau de vie impose la lutte pour les salaires.

**Pour la lutte de classe contre toutes les attaques bourgeoises !**

**Pour la reprise de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme en union avec les prolétaires de tous les pays !**

*(Tract, 5/06/2023)*

# Face à l'échec de la tactique syndicale, une seule alternative : la lutte de classe anticapitaliste !

Bien que depuis 3 mois des millions de prolétaires se sont mobilisés, ont manifesté, fait grève contre la « réforme » des retraites voulue par les capitalistes et mise en œuvre par le gouvernement à leur service, ce dernier n'a pas reculé.

Cet échec n'est pas dû à un manque de détermination des travailleurs, qui ont fait mentir ceux qui assuraient qu'ils étaient résignés après avoir été assommés par l'imposition des couvre-feu et autres confinements lors de la crise du Covid. Il est entièrement dû à l'orientation donnée au mouvement par l'Intersyndicale. Redoutant une « explosion sociale » (comme elle n'a cessé de le répéter dans ses appels au gouvernement et à Macron) elle a repris la vieille tactique de mobilisations en pointillés – à coup de « journées d'action » répétées à intervalles plus ou moins éloignés et de « grèves renouvelables » dans quelques secteurs isolés – sous prétexte de diminuer les sacrifices consentis lors de la lutte et d'économiser l'énergie des grévistes et des manifestants. La même tactique a entraîné la défaite lors des grandes luttes précédentes sur les retraites parce que, comme chacun peut s'en rendre compte, elle affaiblit en réalité la lutte, épuise les prolétaires dans de vaines « journées d'action » sans lendemain et finit inévitablement par les démoraliser. Mais pour les chefs syndicaux, ces véritables **pompiers sociaux** indéfectiblement attachés à la défense de l'ordre établi, cette tactique permet de réduire au maximum les dommages causés à l'économie capitaliste et elle évite autant que possible tout « débordement » de la lutte prolétarienne qui risquerait de devenir une véritable **lutte de classe** unissant tous les prolétaires contre les capitalistes et leur Etat. L'orientation de l'Intersyndicale découle inévitablement de la nature des organisations qui la composent : engluées dans le réseau bourgeois de la collaboration de classe, fières de démontrer aux bourgeois leur attitude « responsable » elles ne peuvent que tourner le dos à toute lutte qui ne respecterait pas les principes du dialogue entre « partenaires sociaux » et de la paix sociale.

C'est pourquoi, après avoir aligné la mobilisation sur les péripéties du cirque parlementaire, elles appellent depuis quelques jours à une simple « pause » de la réforme, à la nomination d'un « médiateur », le dernier communiqué intersyndical (28/3/2023) ne parlant plus du retrait de la réforme ; et, malgré le refus tout net de leurs propositions par les autorités, comme des valets fidèles, elles se sont précipitées pour aller rencontrer la première ministre...

## **POUR UNE ORIENTATION DE CLASSE DANS LA LUTTE PROLETARIENNE !**

Certains s'imaginent qu'il serait possible de pousser les directions syndicales à appeler à la grève générale jusqu'à la victoire. Mais si par extraordinaire elles appelaient à la grève générale, ce serait uniquement pour contrôler le mouvement et veiller à la défense des intérêts de l'économie bourgeoise. Il n'y a pas d'autre alternative qu'une **orientation de classe** dans la lutte, en rupture complète avec l'orientation légaliste et pacifiste des appareils syndicaux, la démagogie des partis pseudo ouvriers ou « insoumis » et de leurs satellites, c'est-à-dire la rupture avec l'influence des multiples forces pro-bourgeoises de la collaboration entre les classes. L'organisation indépendante sur des bases de classe est la seule façon pour les prolétaires de prendre leurs luttes en main, éviter la défaite et préparer l'attaque générale demain contre le capitalisme !

**Contre la « réforme » des retraites et contre toutes les attaques bourgeoises, pour une orientation de classe dans la lutte, en rupture avec les orientations défaitistes des organisations collaborationnistes !**

**Union dans la lutte de tous les prolétaires, du public et du privé, occupés et chômeurs, en activité et retraités, hommes et femmes, jeunes et vieux, français et immigrés !**

**Réduction drastique du temps de travail et de l'âge de départ à la retraite !**

**Augmentation générale des salaires, des allocations chômage, des pensions et de tous les minima sociaux !**

**Contre toutes les discriminations, à travail égal salaire égal !**

**Régularisation des travailleurs sans papiers !**

**Non à la répression policière ! Levée des inculpations des grévistes et des manifestants !**

**Solidarité avec les grévistes !**

**Pour la lutte révolutionnaire contre le capitalisme, contre ses préparatifs de guerre et sa domination impérialiste, en union avec les prolétaires du monde entier !**

*(Tract, 5/04/2023)*

# **Après le regain de la mobilisation, les dirigeants syndicaux préparent l'enterrement du mouvement Les prolétaires doivent prendre la lutte en mains!**

La «journée d'action» syndicale du 23/3 a vu un regain de la mobilisation dans la plupart des villes tandis que des manifestations spontanées se déroulaient presque tous les soirs à Paris et que des grèves reconductibles éclataient ou continuaient dans différents secteurs (transports, raffineries, éboueurs, etc.). Les manifestations ont été souvent émaillées d'incidents violents et les forces policières ont déchaîné la répression brutale des manifestants (au point que même l'Union Européenne, soucieuse du maintien de la paix sociale nécessaire au bon fonctionnement du capitalisme, a jugé bon de critiquer l'action de la police française!). Le gouvernement a réquisitionné des grévistes des raffineries et des incinérateurs, envoyé les CRS dégager les piquets de grève.

Face à cette répression – dont les événements samedi de Sainte-Soline où les autorités ont mobilisé des milliers de policiers pour réprimer les opposants à un chantier d'une retenue d'eau voulue par les gros exploitants agricoles, faisant près de 200 blessés dont 1 toujours dans le coma, sont un exemple supplémentaire –, les organisations qui composent l'Intersyndicale se sont bien gardé d'appeler à des grèves de protestation (se contentant de vaines actions en justice contre les réquisitions); elles se sont bien gardé d'appeler à l'extension du mouvement gréviste et à la solidarité active avec les secteurs en lutte (et encore moins à une «grève générale illimitée» comme le demandaient certains naïfs): fidèle à sa politique de temporisation l'Intersyndicale, a appelé à une énième journée d'action la semaine suivante. Elle donne comme perspective... le recours au Conseil constitutionnel et l'organisation d'un référendum

Cela signifie que pour elle la lutte des prolétaires doit céder le pas au recours aux institutions de l'Etat bourgeois et à la consultation de tous les citoyens, quel que soit leur classe sociale! Redoutant des débordements qui troubleraient l'ordre établi et la collaboration de classe, les organisations syndicales ont fait tout ce qu'elles pouvaient pour contenir le mouvement et empêcher qu'il débouche sur une véritable lutte de classe contre le capitalisme et l'Etat bourgeois. Maintenant elles se préparent à enterrer la mobilisation d'une façon ou d'une autre: d'où les demandes de rencontres

avec Macron et ses ministres, d'où des appels à une «pause» de la réforme (et non sa suppression).

## **PAS DE PAUSE DANS LA LUTTE PROLETARIENNE !**

Quels que soient le résultat de ces manœuvres, il n'y aura pas de pause dans l'exploitation capitaliste et dans les attaques anti-ouvrières, et il ne doit donc pas y avoir de pause dans la lutte prolétarienne! Mais cette lutte ne peut être efficace que si elle rompt avec les orientations des professionnels de la collaboration avec les patrons et l'Etat et se mène **sur le terrain de classe, avec des méthodes et des moyens classistes** : grève illimitée sur des objectifs clairs et s'étendant aux autres secteurs et aux autres entreprises, dirigée par des comités de grève élus par les grévistes et se coordonnant entre eux, arrêt complet de la production et de l'activité avec piquets de grève effectifs et occupation des lieux de travail, solidarité active contre la répression policière, refus des réquisitions, etc, refus du chantage à la bonne santé de l'entreprise ou de l'économie nationale...

Cela nécessitera que les prolétaires d'avant-garde **s'organisent** pour lutter contre l'influence des appareils collaborationnistes, sans se laisser égarer par les organisations prétendument révolutionnaires qui masquent derrière un discours radical leur opposition à la lutte de classe et leur suivisme congénital par rapport aux organisations réformistes.

Voilà la seule perspective de succès pour la lutte actuelle comme pour les luttes futures, en attendant d'avoir la force de passer de la lutte défensive à la lutte offensive pour en finir avec le capitalisme!

**Contre la « réforme » des retraites et contre toutes les attaques bourgeoises, lutte de classe en rupture avec les orientations défaitistes des organisations syndicales et politiques collaborationnistes ! Union et solidarité dans la lutte de tous les prolétaires, du public et du privé, occupés et chômeurs, en activité et retraités, hommes et femmes, jeunes et vieux, français et immigrés ! Réduction du temps de travail et de l'âge de départ à la retraite ! Augmentation générale des salaires, des allocations chômage, des pensions et de tous les minima sociaux ! Contre toutes les discriminations, à travail égal salaire égal ! Régularisation des travailleurs sans papiers ! Contre la répression policière et les intimidations judiciaires !**

**Pour la lutte révolutionnaire contre le capitalisme, contre ses préparatifs de guerre et sa domination impérialiste, en union avec les prolétaires du monde entier !**

*(Tract, 27/03/2023)*

# Non à la «démocratie sociale»! Oui à la lutte de classe

Dans une interview Laurent Berger, le dirigeant de la CFDT, vient de déclarer qu'il ne faut pas *«faire croire aux salariés que c'est la succession des journées de mobilisation qui feront revenir le président de la République en arrière»* (1). C'est pourtant exactement ce qu'il a fait, avec toute l'Intersyndicale, depuis 3 mois !

Après avoir reconnu l'échec de cette orientation, il a le front d'affirmer que *«le combat n'est pas fini»* parce qu'il y a la mobilisation du premier mai, la possibilité – très éventuelle – d'un référendum (une première demande ayant déjà été invalidée par le Conseil constitutionnel) et la possibilité de recourir au juge administratif pour contester les modalités d'application de la réforme... Autant dire de la poudre aux yeux !

Auparavant l'Intersyndicale avait fait croire que le parlement pouvait se substituer à la lutte et empêcher la réforme ; puis après son adoption définitive à la suite du rejet de la motion de censure, elle ne trouvait rien de mieux que de *«demander solennellement»* à Macron de ne pas promulguer la loi ! Pour ces véritables **pompiers sociaux** c'était *«le seul moyen de calmer la colère», «un choix de sagesse et d'apaisement»*. Et ils gémissaient sur le non respect de la *«démocratie sociale»* (2)!

Les faits démontrent que cette *démocratie sociale* n'est qu'une **illusion**, de même que la démocratie politique : ce qui existe sous le capitalisme c'est la **lutte entre les classes**, plus ou moins ouverte, plus ou moins «brutale», mais menée de façon permanente par la bourgeoisie

Les capitalistes, dont un Macron n'est que l'agent, recherchent le maintien de la paix sociale et politique, parce que c'est la meilleure situation pour le bon fonctionnement de leur économie. En période de prospérité et de croissance économique ils en paient volontiers le prix sous la forme de réformes sociales et de petites améliorations diverses : ce ne sont que des miettes du profit capitaliste.

Mais quand arrivent des périodes difficiles, quand les crises économiques frappent, ces concessions leur deviennent intolérables ; alors sonne l'heure de la dégradation des conditions de vie et de travail, des baisses de salaire et de l'augmentation du chômage, des contre-réformes.

Quand les intérêts de l'économie et des entreprises capitalistes sont en jeu, les bourgeois et leur Etat n'hésitent jamais à redoubler les attaques et à imposer ces intérêts par la force, quitte à bafouer les formes démocratiques et à bousculer leurs si utiles valets syndicaux. Si ces derniers s'en

indignent (Martinez reprochait au gouvernement de «*marcher sur les syndicats*»), ils réaffirment aussitôt qu'ils sont «*attachés à un dialogue social de qualité*» (3).

## **CONTRE LE DIALOGUE SOCIAL, POUR LA LUTTE DE CLASSE !**

Il est impossible de défendre vraiment les prolétaires si on privilégie le dialogue avec les adversaires de classe que sont les patrons, leur gouvernement et leur Etat. C'est ce qu'a démontré une fois de plus l'échec de la mobilisation actuelle, après l'échec des mobilisations précédentes : *attachés* au dialogue social, c'est-à-dire à la *collaboration de classe*, les appareils syndicaux sont en fait **attachés** par mille liens au statu quo social, au maintien et à la défense du système économique et social capitaliste et de l'ordre politique bourgeois dit «démocratique».

C'est pourquoi ils orientent les mobilisations de façon à ce qu'elles se déroulent dans le «calme» et qu'elles gênent le moins possible le fonctionnement du capitalisme ; et, redoutant une «radicalisation», ils ne réagissent pas à la répression, font leur possible pour éviter l'extension des grèves et en définitive pour affaiblir le mouvement.

Une **véritable lutte, ouverte et générale, menaçant réellement les intérêts capitalistes et ne se laissant pas arrêter par des limites légales et pacifiques**, est indispensable pour faire échouer les attaques et arracher des concessions – avant de passer la contre-offensive ; mais il est impossible de compter pour cela sur les appareils syndicaux collaborationnistes, opposés par principe à la lutte de classe.

Les prolétaires, qui se sont mobilisés par millions, possèdent une force potentiellement immense, capable de faire échouer toutes les attaques, à condition de rompre avec les orientations de collaboration de classe pour se lancer dans **l'affrontement classe contre classe !**

(«*le prolétaire*»; N° 548; Mars-Avril-Mai 2023)

---

(1) cf. *Le Monde*, 20/4/23

(2) Communiqué de l'Intersyndicale du 14/4

## Après la faillite de l'orientation pacifiste et légaliste des organisations collaborationnistes, la solution n'est pas les grèves isolées ou les blocages ponctuels, mais la lutte générale de classe anticapitaliste !

Les organisations réunies dans l'Intersyndicale se sont vantées d'avoir fait en sorte que la mobilisation ne remette pas en cause la paix sociale: manifestations rituelles, débrayes ponctuels, respect des vacances scolaires, elles ont tout organisé pour ne pas troubler l'ordre établi, réglant en outre la mobilisation sur le calendrier du cirque parlementaire. Elles ont multiplié les initiatives en direction du parlement et des parlementaires, lancé des « appels solennels » à Macron, : elles ont démontré ainsi que, pour elles, la mobilisation des prolétaires n'est qu'un **moyen de pression** entre autres pour rétablir le « dialogue social », pour que le gouvernement « écoute les travailleurs ». Comme si celui-ci ne savait pas parfaitement ce qu'il fait, comme s'il n'était pas au service des seuls intérêts capitalistes et comme si le dialogue social, c'est-à-dire la **collaboration de classe**, ne se faisait pas toujours au détriment des prolétaires !

Les faits ont démontré une fois de plus la réalité de la démocratie bourgeoise : un système de **tromperie** qui ne sert que le pouvoir de la classe dominante en faisant croire que l'émancipation des prolétaires peut être obtenue grâce au bulletin de vote ; le parlement censé être le lieu où s'exprime la « volonté souveraine du peuple » par-dessus les intérêts de classe opposés, est un système institué pour la défense des seuls intérêts bourgeois et doté à cet effet de mécanismes bien huilés. Le fameux article 49.3 a été utilisé cent fois sous la Ve République pour accélérer le passage de projets de loi décidés dans les cercles capitalistes dirigeants, comme par exemple la loi anti-ouvrière El Khomry du gouvernement socialiste de Valls. Les partisans obstinés de la collaboration de classe qui font dépendre le résultat de la mobilisation d'un vote au parlement, sont en réalité des **adversaires** des intérêts prolétariens : ceux-ci ne peuvent être défendus que par la **lutte ouverte**, dans la rue et dans les entreprises, lutte qui s'attaque vraiment à l'exploitation capitaliste et aux intérêts de la classe dominante.

Ce n'est pas l'orientation suivie par les directions syndicales ; malgré la faillite de leur orientation elles continuent dans la même voie : le communiqué de l'intersyndicale du 16/3 appelle à « *poursuivre la mobilisation* » mais se garde bien d'expliquer comment les « *actions calmes et déterminées* » qui viennent d'échouer à empêcher l'objectif de passage de la loi au parlement, pourraient devenir victorieuses. Il se garde bien d'appeler à géné-

raliser les mouvements de grève en cours et les laisse s'épuiser. Quand le gouvernement réquisitionne les éboueurs en grève ou envoie la police contre des piquets de grève, les directions syndicales répondent en « *étudiant* » la possibilité de recours légaux ! Quand certains syndicats appellent à la grève du bac, ils sont désavoués par les dirigeants de la CGT et de la CFDT !

L'attaque sur les retraites n'est que l'une des nombreuses attaques passées ou futures contre les prolétaires. Pour maintenir ou accroître le taux de profit dans une période de crise, pour pouvoir investir suffisamment, pour financer les dépenses militaires croissantes, les milieux bourgeois dirigeants demandent une baisse constante des dépenses et des charges sociales, tout en accentuant l'exploitation capitaliste. On ne peut répondre à ces attaques par les méthodes de la collaboration de classe qui au contraire facilite ces attaques, mais uniquement par la véritable **lutte de classe** unissant tous les prolétaires contre les capitalistes et leur Etat.

Mais pour cela il est nécessaire de ne pas laisser la direction des luttes aux organisations collaborationnistes pro-capitalistes qui ne jurent que par le « dialogue social » avec les patrons et l'Etat bourgeois : **on ne dialogue pas avec l'ennemi de classe, on le combat !**

Les prolétaires peuvent vaincre mais seulement s'ils mènent enfin la lutte sur le terrain de classe, avec des méthodes et des moyens classistes : grève illimitée sur des objectifs clairs et s'étendant aux autres secteurs et aux autres entreprises, dirigée par des comités de grève élus par les grévistes et se coordonnant entre eux, arrêt complet de la production et de l'activité avec piquets de grève effectifs et occupation des lieux de travail, solidarité active contre la répression policière, refus des réquisitions, etc, refus du chantage à la bonne santé de l'entreprise ou de l'économie nationale... Cette perspective est la seule solution, c'est vers elle qu'il faut aller sana attendre!

**Contre la « réforme » des retraites et contre toutes les attaques bourgeoises, lutte de classe en rupture avec les orientations défaitistes des organisations syndicales et politiques collaborationnistes ! Union et solidarité dans la lutte de tous les prolétaires, du public et du privé, occupés et chômeurs, en activité et retraités, hommes et femmes, jeunes et vieux, français et immigrés ! Réduction du temps de travail et de l'âge de départ à la retraite ! Augmentation générale des salaires, des allocations chômage, des pensions et de tous les minima sociaux ! Contre toutes les discriminations, à travail égal salaire égal ! Régularisation des travailleurs sans papiers ! Contre la répression policière et les intimidations judiciaires !**

**Pour la lutte révolutionnaire contre le capitalisme, contre ses préparatifs de guerre et sa domination impérialiste, en union avec les prolétaires du monde entier !**

(Tract, 22/03/2023)

# **La tactique temporisatrice des organisations collaborationnistes ne mène qu'à la défaite**

## **Pour vaincre une seule solution : la lutte de classe !**

La mobilisation du 7 mars a été encore plus grande dans tout le pays que celles des journées précédentes et les grèves ont été nombreuses (même s'il n'y a pas eu un blocage de l'économie comme se félicitent les medias bourgeois). Malgré un nombre en net recul le samedi 11, ce sont toujours des centaines de milliers de personnes qui ont manifesté. La propagande bourgeoise n'y fait rien : l'opposition au projet gouvernemental reste massive parmi les prolétaires et les travailleurs en général et la détermination à s'y opposer très répandue, détermination nourrie par la dégradation des conditions de vie et de travail et un appauvrissement continu.

Mais les dirigeants syndicaux qui par le truchement de l'intersyndicale dirigent la mobilisation actuelle, font tout ce qu'ils peuvent pour la maintenir dans le cadre le plus compatible possible avec la paix sociale et l'ordre établi, recevant même pour ce bon service les félicitations gouvernementales ! Au lieu d'organiser une lutte gréviste réelle et prolongée ils appellent à des « journées d'action » qui se résument à des promenades inoffensives, répétées à intervalles plus ou moins longs, tout en laissant les secteurs les plus combattifs se lancer dans des grèves reconductibles isolées. Cette tactique éprouvée, qu'ils utilisent depuis des années, ne leur sert qu'à épuiser les prolétaires en les détournant d'une lutte réelle, tout en se donnant, surtout grâce au battage médiatique, des allures « combattives » .

Après les dernières journées l'Intersyndicale a appelé à une nouvelle quelques jours plus tard (en attendant la suivante). Dans le communiqué du 11/3 où se trouve cet appel, elle ne met pas l'accent sur la nécessité des grèves, leur caractère illimitée et leur généralisation, elle ne demande pas aux prolétaires de rejoindre ou au moins soutenir les secteurs en grève, mais après avoir gémi que Macron ne veuille pas la recevoir, elle... « *demande solennellement au gouvernement* » de Macron d'organiser un référendum sur l'attaque gouvernementale, parce que sa... pétition a été un grand succès!!! Et quant à la journée d'action, elle est fixée à un « *moment important du calendrier parlementaire* » (réunion à huis-clos de la commission censée rédiger le projet de loi) : pour les chefs syndicaux ce qui est

crucial ce n'est pas la lutte ouvrière, mais le cirque électoral la récolte de signatures et la mascarade parlementaire !!!

## **CONTRE LES PATRONS ET L'ETAT BOURGEOIS SEULE LA LUTTE DE CLASSE EST EFFICACE !**

Beaucoup de prolétaires sont sceptiques sur la tactique des chefs syndicaux et regrettent que l'Intersyndicale soit trop « modérée ». En réalité il ne s'agit pas de modération, mais d'une politique qui découle inévitablement des orientations de collaboration de classe des appareils et des bureaucrates syndicaux. Pour ceux-ci, fiers d'être reconnus comme des « partenaires sociaux » parce qu'ils sont indissolublement intégrés dans le dense réseau bourgeois de la collaboration de classe, il faut éviter tout ce qui pourrait vraiment porter atteinte aux capitalistes et à l'économie nationale ; il faut éviter que les prolétaires enfin conscients de leur force se dressent contre la classe bourgeoise et son Etat pour en finir avec l'exploitation et la misère. En partisans fanatiques du pacifisme social, en défenseurs obstinés de l'ordre et de la légalité bourgeoises, ils ne peuvent donc que s'opposer à toute véritable lutte de classe et mener les luttes à la défaite.

Prolétaires et bourgeois ne sont pas des partenaires : ce sont des ennemis de classe. S'ils veulent résister aux attaques bourgeoises et les vaincre, les prolétaires doivent rompre avec les orientations défaitistes des appareils collaborationnistes, prendre leurs luttes en main, s'organiser sur des bases de classe pour mener le combat avec des méthodes et des moyens classistes : il n'y a pas d'autre solution. Quelle que soit l'issue de la lutte actuelle, c'est une leçon à retenir pour les luttes futures !

**Contre la « réforme » des retraites et contre toutes les attaques bourgeoises, lutte de classe en rupture avec les orientations pro-capitalistes des organisations syndicales et politiques collaborationnistes ! Union dans la lutte de tous les prolétaires, du public et du privé, occupés et chômeurs, en activité et retraités, hommes et femmes, jeunes et vieux, français et immigrés ! Réduction du temps de travail et de l'âge de départ à la retraite ! Augmentation générale des salaires, des allocations chômage, des pensions et de tous les minima sociaux ! Contre toutes les discriminations, à travail égal salaire égal ! Régularisation des travailleurs sans papiers !**

**Pour la lutte révolutionnaire contre le capitalisme, ses préparatifs de guerre et sa domination impérialiste, en solidarité avec les prolétaires du monde entier !**

*(Tract, 14/03/2023)*

## **Face aux capitalistes et à leur Etat les manifestations-promenades ou le blocage ponctuel de l'économie ne suffisent pas : la véritable lutte de classe est nécessaire !**

Le gouvernement, agissant pour les capitalistes (le MEDEF : *«la réforme est indispensable»*), est déterminé à mettre en œuvre l'attaque contre les retraites. Venant après l'attaque contre les chômeurs, et avant une nouvelle contre les prolétaires sans-papiers, elle fait partie des mesures anti-prolétariennes demandées, en France comme ailleurs, par les capitalistes pour restaurer le taux de profit moyen de l'économie face à une crise qui se traduit par des licenciements toujours plus nombreux et un appauvrissement continu des travailleurs. Le capitalisme ne connaît qu'un moyen pour surmonter ses crises : attaquer les prolétaires en augmentant leur exploitation et en les jetant à la rue. Les crises aggravent en même temps les rivalités entre les capitalistes et les Etats bourgeois jusqu'à se traduire par des guerres ouvertes comme l'Ukraine en est aujourd'hui l'exemple sanglant en Europe, à côté des affrontements meurtriers qui continuent en Afrique et au Moyen-Orient. Déclarant vouloir se préparer à une guerre de «haute intensité» le gouvernement a annoncé son intention de dépenser 400 milliards sur 6 ans pour renforcer les capacités militaires du pays, au moment même où il veut imposer sa réforme au nom des économies indispensables à faire ! Les économies réalisées sur le dos des prolétaires serviront en partie à accroître le militarisme, à préparer la guerre et à engraisser les marchands de canons. Les intérêts prolétariens et les intérêts capitalistes sont incompatibles, même si toutes les forces bourgeoises et leurs valets veulent faire croire le contraire : elles appellent les prolétaires à accepter des sacrifices au nom d'un faux intérêt commun au-dessus des classes, au nom de l'économie nationale ou de la «patrie» à défendre contre des ennemis étrangers.

**Mais les prolétaires n'ont pas de patrie, ils sont solidaires des prolétaires étrangers et leur premier ennemi est leur propre bourgeoisie nationale !**

### **LUTTE DE CLASSE ET NON «COHÉSION SOCIALE» !**

On ne peut véritablement répondre aux attaques capitalistes que sur le terrain de la lutte ouverte, décidée, en tournant le dos aux appels à la *«cohésion sociale»* des directions syndicales (communiqué de l'Intersyndicale du 22/2) ; la cohésion sociale, qui est synonyme de paralysie du prolétariat, est

le credo des bureaucrates syndicaux partisans de la collaboration de classe : c'est pourquoi ils ont décidé d'écrire à tous les élus de «*l'arc républicain*» (donc, conformément à leur soutien à Macron lors de la présidentielle, y compris aux élus de droite et au macronistes ) pour qu'ils ne votent pas la loi ! C'est pourquoi ils s'ingénient à proposer d'autres moyens ou d'autres réformes pour résoudre le «problème». Mais ce n'est pas aux prolétaires de proposer des solutions aux problèmes financiers bourgeois ; et ce n'est pas du parlement et des députés bourgeois qu'ils peuvent attendre la satisfaction de leurs revendications, mais uniquement de leur lutte – à condition que ce soit une lutte réelle, **classe contre classe** !

Les manifestations-promenades, si imposantes soient elles, sont impuissantes de même qu'un «blocage» du pays pendant une seule journée ou des grèves reconductibles isolées. En 1995 c'est une **grève illimitée** à la SNCF avec **occupation** des lieux de travail (gares, etc.) et **arrêt complet** du trafic, **extension aux autres entreprises**, qui au bout de 3 semaines obligea le gouvernement à retirer son projet de liquidation des régimes spéciaux de retraite et de suppression de milliers d'emplois de cheminots : voilà l'exemple à suivre !

Il est possible de faire échec aux attaques bourgeoises, mais à condition de mener la lutte avec des méthodes et des objectifs de classe : grève illimitée dirigée par des comités de grève élus par les travailleurs et se coordonnant entre eux, piquets de grève effectifs, occupation des locaux, extension du mouvement pour la défense exclusive des intérêts prolétariens, etc.

Années après années, les faits ont démontré que laisser le sort de la lutte aux mains des directions syndicales collaborationnistes, unies ou non, ne conduit qu'à la défaite ; il est plus que temps de rompre avec les orientations de collaboration de classe, de s'organiser indépendamment des larbins de la bourgeoisie et de s'engager dans la véritable lutte de classe !

Contre la «réforme» des retraites et contre toutes les attaques bourgeoises, lutte de classe en rupture avec les orientations pro-capitalistes des organisations syndicales et politiques collaborationnistes ! Union dans la lutte de tous les prolétaires, du public et du privé, occupés et chômeurs, en activité et retraités, hommes et femmes, jeunes et vieux, français et immigrés ! Réduction du temps de travail et de l'âge de départ à la retraite ! Augmentation générale des salaires, des allocations chômage, des pensions et de tous les minima sociaux ! Contre toutes les discriminations, à travail égal salaire égal ! Régularisation des travailleurs sans papiers !

Pour la lutte révolutionnaire contre le capitalisme, ses préparatifs de guerre et sa domination impérialiste, en fraternité avec les prolétaires du monde entier !

*(Tract, 3/03/2023 - «le prolétaire»; N° 548; Mars-Avril-Mai 2023)*

# Luttes contre les «réformes» des retraites et reprise de la lutte de classe

On sait que le gouvernement avait tout d'abord envisagé de faire rapidement passer sa «réforme» (1) en catimini pour éviter de se trouver face aux difficultés du contrôle d'un mouvement de mécontentement qui aurait eu le temps de se concrétiser pendant un long processus parlementaire.

Il y a renoncé pour des raisons politiciennes (ne pas heurter le parti des Républicains) et pour gommer son image «dirigiste», en organisant plutôt au préalable un simulacre de «concertation sociale»; il a choisi cette voie parce qu'il misait sur la résignation des prolétaires qui avaient accepté sans rechigner l'imposition de l'état d'urgence sous prétexte sanitaire lors de la Covid; et surtout parce qu'il comptait sur le rôle des pompiers sociaux syndicaux pour prévenir tout débordement: n'avaient-ils pas prouvé encore une fois leur servilité en participant à cette fumeuse concertation? Après l'annonce définitive du projet, le leader de la CGT, Martinez, a ironisé que le gouvernement avait réussi à provoquer l'unité syndicale «*pour la première fois depuis 12 ans*».

Il n'a pas rappelé qu'il s'agissait - déjà! - d'un mouvement contre une réforme des retraites sous Sarkozy, saboté par les syndicats (qui n'avaient jamais appelé au retrait de la réforme Woerth signant la fin des 60 ans, mais seulement à son aménagement), comme ceux de 2003 et 2007. Après avoir lanterné pendant des mois les prolétaires à coup de «journées d'action» à répétition, l'Intersyndicale, saluée par les bourgeois pour son «*sens des responsabilités*», mettait fin au mouvement à l'automne 2010 à la suite de la promulgation de la loi, dans un contexte marqué par des grèves reconductibles dans divers secteurs (SNCF, raffineries, éboueurs...) et la répression violente de manifestations de jeunes (2).

En dépit de cette trahison manifeste de la défense des intérêts prolétaires par les directions syndicales qui, comme la CGT, restaient en liaison discrète avec l'Elysée, il n'y eut pas de tentatives sérieuses de débordement de l'Intersyndicale qui réussit à garder le contrôle réel du mouvement. Celui-ci avait pourtant connu des très fortes participations aux manifestations, les plus importantes depuis 1995 lors du Plan Juppé contre le régime spécial des retraites et le financement de la sécurité sociale, et rencontré un soutien massif de la population (autour de 70% selon les sondages d'opinion). C'est la démonstration que les manifestations les plus puissantes, mais bien encadrées, ni les grèves reconductibles isolées ne peuvent faire reculer un gouvernement décidé à mettre en œuvre une de ses attaques.

En 1995 ce ne sont pas les manifestations massives, mais les grèves et au premier chef les 3 semaines de grève illimitée à la SCNF avec piquets de grève, occupation des gares et des centres d'aiguillage, etc., extension de la grève à la RATP et à la Poste, qui contraignirent le gouvernement à retirer son projet de suppression des régimes spéciaux de retraite dans la Fonction Publique ainsi que le «contrat de plan» à la SNCF (qui prévoyait des dizaines de milliers de suppression de postes).

Une fois cela obtenu, la CGT-cheminots réussit à faire cesser la grève, permettant au gouvernement de faire passer le volet sur la sécurité sociale. Blondel, le dirigeant de FO qui, conseillé par les trotskystes «lambertistes», posait au syndicaliste combatif et pouvait déclarer: *«Je me félicite qu'il n'y ait pas de phénomène de coordinations [c'est-à-dire d'organisation indépendante des prolétaires, comme en 1986- Ndlr] et que le contrôle du mouvement soit entre les mains des organisations syndicales. (...) Je n'ai jamais parlé de grève générale, mais seulement de généralisation de la grève. La grève générale a une connotation pré-révolutionnaire et cela signifie les camions de l'armée dans les rues de Paris. Je ne veux pas que Paris soit en état de siège»* (3).

Au-delà de la puissance du mouvement de lutte, le bonze syndical exprimait l'essentiel: le plus important est que le mouvement reste entre les mains des organisations de collaboration de classe; sinon il risquerait de devenir un danger pour le statu quo social. Blondel essayait de faire peur à l'idée d'une grève générale, parce qu'il était effrayé par tout perspective «pré-révolutionnaire» (sic!), mais une grève générale contrôlée par lui ses collègues n'aurait rien de révolutionnaire!

En 2019-2020 la lutte contre la réforme des retraites se centra sur les grèves des transports, ainsi que dans l'enseignement; et une nouvelle fois l'action de l'Intersyndicale (où ne participait pas la CFDT) qui gardait le contrôle du mouvement fut déterminante pour faire échouer la lutte en jouant sur l'épuisement des grévistes (4). Elle fut grandement aidée en cela par l'action des groupes dits d'«extrême» gauche véritables rabatteurs de l'Intersyndicale même quand ils la critiquaient. Les AG interpro furent nombreuses, allant même parfois comme à Toulouse à une AG de coordination des AG de l'agglomération. Si ces initiatives répondaient à un besoin de la lutte, les forces politiques et syndicales présentes en leur sein les transformèrent le plus souvent en courroies de transmission du collaborationnisme incarné par l'Intersyndicale.

Aujourd'hui l'Intersyndicale (au complet) entend rejouer la même vieille mais efficace partition; comme Blondel il y a 28 ans elle fait tout y compris jouer la comédie de l'intransigeance et de la détermination contre le projet gouvernemental, pour garder entre ses mains le mouvement.

De leur côté, les prolétaires, se souvenant des expériences passées ne

doivent pas se laisser prendre à ses discours et se défier de ceux qui comme le NPA la présentent comme un «point d'appui». Pour vaincre ils doivent se préparer à organiser et diriger eux-mêmes leurs luttes pour la défense exclusive des intérêts prolétariens et non ceux de l'entreprise ou de l'économie nationale, en revenant aux méthodes et aux moyens classistes: grèves illimitées dirigées par des comités de grève, avec occupations, piquets de grève effectifs, AG souveraines, délégations massives aux autres entreprises pour étendre la grève par-dessus les limites d'entreprise, de catégorie ou de corporation, coordination des AG et comités, etc.

Cette voie-là s'oppose radicalement aux orientations légalistes et corporatistes du pacifisme social imposé par les organisations politiques et syndicales collaborationnistes; mais c'est la seule voir efficace!

(«le prolétaire»; N° 547; Déc. 2022 - janv.-Févr. 2023)

---

(1) *Contre-réforme* en fait parce que l'époque où le capitalisme en croissance concédait des réformes aux prolétaires pour mieux leur faire renoncer à la lutte ce classe, est passée: il s'agit maintenant pour le capitalisme en crise de reprendre ce qu'il avait autrefois concédé .

(2) Nous écrivions alors: «*En refusant de réagir à ces agressions brutales [attaques des piquets de grève par la police, réquisitions des grévistes des raffineries, etc.] autrement que par des 'actions symboliques' et en dénonçant l'infiltration de provocateurs dans les manifestations (ce n'est pas les flics qui sont visés), en refusant donc d'en appeler les travailleurs à des grèves de solidarité avec leurs frères de classe réquisitionnés, c'est-à-dire soumis à la loi martiale, et avec les jeunes matraqués et flashballés, les directions syndicales donnent en fait le feu vert au gouvernement pour casser par la force le mouvement et les grèves en cours!*». cf. tract du 24/10/10, à lire sur pcint.org

(3) cf. *Le Prolétaire* n°434

(4) Voir les articles du *Prolétaire* n°535 et les tracts que nous avons diffusés alors sur notre site.

# **Retraites, chômage, inflation... Pour la reprise de la lutte de classe contre toutes les attaques capitalistes !**

La «réforme» des retraites s'inscrit dans l'aggravation générale et continue des attaques capitalistes contre les prolétaires. Les pensions de retraite ne sont pas un «droit» ou un cadeau de l'Etat, mais elles font partie du «salaire indirect» – la part du «salaire réel» qui n'est pas directement versée aux travailleurs mais qui est redistribuée sous la forme des prestations sociales – appelé aussi «charges sociales». Depuis des années, répondant aux volontés des capitalistes, les gouvernements, de gauche comme de droite, se sont employés à réduire ces «charges», réduisant ainsi le «salaire réel» et accroissant du même coup les profits, avec en conséquence la diminution des prestations sociales. Les difficultés du capitalisme face à une crise qui s'amplifie le conduisent à accroître toujours plus la pression sur les salaires et l'exploitation des prolétaires. On le voit avec la réforme de l'assurance-chômage mise en place pour réduire les indemnités ; on le voit avec la réforme des retraites prévue, qui se traduira souvent par un départ à la retraite avec une pension diminuée en raison de l'augmentation de la durée nécessaire des cotisations : rien d'étonnant si ces réformes ont été approuvées par les organisations patronales !

A cela il faut ajouter l'inflation, importante tout particulièrement pour les produits de base, qui ronge les salaires et constitue un véritable «transfert de richesse» vers les capitalistes au détriment des prolétaires.

## **LA LUTTE CONTRE LES ATTAQUES ANTI- PROLETARIENNES NECESSITE LE RETOUR A LA LUTTE DE CLASSE VERITABLE !**

Face à ces attaques les représentants syndicaux se vantent d'avoir participé aux réunions de «concertation» avec le gouvernement au cours desquelles ils ont présenté «d'autres solutions de financement» du système qui, gémissent-ils, n'ont pas été «étudiées sérieusement» ; en réalité chacun savait que ces réunions n'avaient pas d'autre but que de donner une image alibi de dialogue au gouvernement, bien décidé à faire passer son projet : on ne se concerta pas avec l'adversaire de classe on le combat ! C'est justement ce que ne veulent pas les directions syndicales, indéfectiblement attachées à

leur rôle de «partenaire social» et à la collaboration des classes qu'il signifie. C'est pourquoi après avoir participé à ces mascarades elles ont ressorti leur funeste tactique des «journées d'action» à répétition et leur intention d'inscrire la «mobilisation» (ne parlons pas de lutte !) «dans la durée» (communiqué du 10/1) : il n'y a pas meilleur moyen d'épuiser la combativité des prolétaires, comme l'ont illustré les défaites des grands mouvements en 2003, 2010, 2013 et 2020.

Mais les travailleurs ne sont pas toujours condamnés à la défaite, comme le démontre la grève des contrôleurs SNCF pendant les vacances de Noël : organisés de façon autonome ils se sont mis en grève indépendamment des syndicats trop occupés par le dialogue social avec la direction, et ont contraint la direction à lâcher au moins une prime. Au-delà de ses limites inévitables, cet épisode montre la voie : pour lutter avec des chances de succès il est indispensable de **rompre** avec les orientations et les pratiques de collaboration de classe imposées par les directions syndicales, et de **prendre ses luttes en main**.

**Pour le retour aux méthodes et aux moyens de lutte classistes, pour l'organisation et la lutte indépendante de classe !**

**Pour la reprise de la lutte générale contre le capitalisme !**

*(Tract, 17/01/2023 -  
«le prolétaire»; N° 547; Déc. 2022 - Janv.-Févr. 2023)*



Les CRS contre le piquet de grève du dépôt pétrolier de Fos sur Mer  
(21/3/2023)

# Le gouvernement continue ses attaques, les syndicats isolent et saucissonnent les luttes

Le gouvernement a finalement renoncé à faire passer le recul de l'âge de la retraite par un amendement à la loi sur le financement de la Sécurité Sociale. Se rendant à l'avis de ses alliés du Modem, il a considéré qu'un simulacre de «concertation sociale» (avec les organisations patronales et les syndicats collaborationnistes – y compris la CGT) permettrait de mieux faire passer la pilule.

Ce n'est pas là un recul car il a assuré qu'un projet de loi en ce sens serait déposé sous peu. Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire a appelé le 27/9 le patronat à soutenir «avec enthousiasme» cette réforme «vitale pour le pays». Selon les chiffres diffusés par les services officiels le passage à 64 ans permettrait de gagner 15 milliards d'euros de recettes supplémentaires (par le nombre accru de cotisants) et faire autour de 7 à 8 milliards d'économies au système des retraites d'ici la fin du quinquennat (Le Maire, *ibidem*).

Ils évoquent aussi un nombre considérable de nouveaux emplois qui seraient créés par ce recul, alors qu'en réalité le résultat recherché est que beaucoup de prolétaires âgés seront dans les faits contraints de partir avant d'avoir l'âge légal, donc avec une pension réduite.

Bien que le gouvernement prétende que cette réforme est nécessaire pour «préserver notre système de retraites», elle est en réalité nécessaire pour préserver le taux de profit moyen du capitalisme: en France comme dans les autres pays capitalistes le maître mot est la chasse aux «dépendances improductives», c'est-à-dire les dépenses de «protection sociale» dont les pensions de retraite représentent la plus grosse partie, autour de 14% du «produit intérieur brut» (PIB) en France selon les chiffres les plus récents.

Mais le plus intolérable pour les capitalistes français est que ces dépenses sont en général plus basses dans les autres pays européens (36% du PIB contre 30,3% en Allemagne et 30% en moyenne dans l'Union européenne en 2020) (1): dans une situation de concurrence accrue où il perd des parts de marché, ces dépenses constituent un handicap. Les gouvernements bourgeois, de gauche ou de droite, ont donc été chargés de diminuer les «charges sociales» des entreprises pour rogner ces dépenses, que ce soient les pensions de retraite, les dépenses de santé, les allocations de chômage, etc., et ils n'ont pas rechigné à la besogne; le gouvernement Macron ne fait que suivre le mouvement, en l'accroissant seulement à cause de la crise. Ces «charges sociales» constituent ce qu'on appelle le salaire «différé» ou salai-

re «indirect», à savoir la part du salaire qui n'est pas directement versée par le patron au salarié, mais qui lui est payée sous forme de prestations sociales diverses (2). La baisse des charges et par suite des prestations sociales, constitue donc un attaque contre les salaires: c'est une mesure directement antiprolétarienne qui a pour but d'accroître le profit capitaliste.

## **SYNDICATS ET PARTIS DE GAUCHE RÉPONDENT AUX ATTAQUES PAR DES SIMULACRES DE LUTTE**

Les directions syndicales ont répondu à la fois contre l'érosion du «pouvoir d'achat» et les menaces sur les retraites par leur vieille pratique des «journées d'action» à répétition: le 22 septembre pour le secteur de la santé, journée interprofessionnelle le 29 septembre puis le 18 octobre, le 10 novembre, tandis que les partis de gauche organisaient une manifestation à Paris («marche contre la vie chère, etc.») le 16 octobre. Force est de constater que cette débauche d'initiatives n'a pas entamé la détermination du gouvernement. Comment en serait-il autrement? Il sait d'expérience qu'il n'a rien à craindre de ces «partenaires sociaux» qui ont démontré à nouveau qu'ils contrôlaient la situation; même la journée du 18 octobre présentée à grand bruit par les medias comme une terrible grève générale, alors que continuait la grève des raffineries, n'a pas eu un grand retentissement, les syndicats ayant fait le minimum pour mobiliser les travailleurs (3). En dépit des discours, la grève des raffineurs est restée isolée, la CGT faisant tous ses efforts pour que les réquisitions se passent dans le calme et les raffineries ont repris le travail les unes après les autres. Les autres journées ont eu encore moins d'écho. Cela ne signifie pas que le mécontentement ne soit pas général ou que les prolétaires soient résignés: le succès du mouvement à la RATP montre le contraire. Mais ils sont à juste titre sceptiques sur l'utilité de ces journées d'action à répétition.

Devant cette attitude certains groupes d'«extrême» gauche essayent de radicaliser un peu leur discours; c'est ainsi que Lutte Ouvrière appelle à un «*plan de combat*» «*pour que les salaires suivent les prix*» (sic) (4), reprenant ainsi le dada du groupe Révolution Permanente (RP issu du NPA) qui voit la solution pour les travailleurs dans l'élaboration d'un «*plan de bataille*». Mais s'adressant aux syndicats, ces formules ronflantes ne sont que de la poudre aux yeux: pour que ces organisations collaborationnistes adoptent de tels plans, il faudrait d'abord qu'elles veuillent vraiment combattre! Or en partisans de la collaboration de classe elles veulent avant tout la concertation, pas la lutte.

La voie à suivre on la trouve sur le site même de RP (5); c'est celle des travailleurs de Daher (Toulouse) qui devant l'inaction syndicale, se sont organisés à la base pour faire grève: la voie de l'organisation et de la lutte

indépendante de classe, en rupture avec la collaboration de classe et tous ceux qui la propagent. C'est là la seule solution pour la défense immédiate des intérêts prolétariens!

*(«le prolétaire»; N° 546; Sept.-Oct.-Nov. 2022)*

---

(1) cf. FIPECO, 3/06/2022

(2) Dans la comptabilité des entreprises les charges sociales font partie de la rubrique des dépenses de salaire.

(3) A Marseille par exemple la CGT était même absente de la manif à laquelle elle appelait!

(4) cf. LO, 27/10/22

(5) <https://www.revolutionpermanente.fr/Toulouse-200-grevistes-a-Dah>



Intervention policière contre le piquet de grève des éboueurs à Vitry(16/03/2023 )

# **Assez d'éternelles «journées d'action»! Lutte ouverte de classe contre**

Dès le début de juillet l'intersyndicale avait annoncé la rituelle « journée d'action » de la rentrée, qui fait suite à celle du début de l'année, qui faisait suite à celle du mois d'octobre, qui faisait suite... Cette interminable série est la démonstration, s'il le fallait, que ces « journées d'action » ne servent à rien ; bien loin d'être, selon le jargon des directions syndicales, des « temps forts » de la mobilisation des prolétaires, elles ne servent qu'à les démobiliser : elles n'ont en effet pas d'autre but que de servir de soupape de sécurité face au mécontentement qui s'accumule parmi les travailleurs en donnant l'illusion de la lutte – et en redonnant une image un peu combative aux organisations syndicales. Ces journées d'action sont savamment distillées pour calmer les prolétaires alors qu'ils reçoivent une grêle de coups, que ce soit en raison de l'inflation qui se traduit par une baisse du « salaire réel », en raison des mesures gouvernementales déjà prises (loi sur le chômage) ou annoncées (retraites), ou en raison de la dégradation des conditions de travail dans les entreprises.

Les organisations qui composent l'intersyndicale, en dépit de déclarations dans les medias, ne cherchent en réalité pas à organiser une lutte réelle, de classe, contre les capitalistes et leur Etat ; lorsqu'elles sont à la tête d'une lutte, comme chez les raffineurs, elles la laissent isolée, ne s'opposent pas aux réquisitions, se contentant de gémir sur les atteintes au droit de grève et, en bons légalistes, en se tournant vers les tribunaux bourgeois. Mais l'application de la loi bourgeoise, anti-prolétarienne par nature, dépend du rapport des forces sur le terrain : en 1963 lors de la grande grève des mineurs, les grévistes avaient refusé d'obéir à la réquisition imposée par le pouvoir gaulliste.

En réalité les organisations de l'intersyndicale privilégient systématiquement la concertation avec les patrons et le gouvernement: elles craignent plus que tout une lutte de classe réelle qui mettrait en danger la collaboration de classe à laquelle elles sont indissolublement attachées. C'est la raison pour laquelle elles font échouer toutes les luttes qui prennent de l'ampleur et isolent les autres. Il suffit de se rappeler comment l'intersyndicale a saboté la lutte pour les retraites en 2019-2020, ou avant la lutte contre la « loi travail » en 2017 et bien d'autres.

Mais de leur côté les capitalistes qui ont été massivement soutenus par

l'Etat bourgeois et le gouvernement à leur service lors de la crise du Covid et qui le sont encore aujourd'hui face à la flambée des prix de l'énergie n'entendent pas alléger l'exploitation ni relâcher la pression sur les travailleurs. L'attitude de Total, face aux grévistes malgré ses profits pharamineux (que le gouvernement ne veut surtout pas écorner), en est l'illustration.

## **URGENCE DE LA LUTTE DE CLASSE!**

Les organisations signataires parlent de « l'urgence salariale ». Effectivement les salaires stagnent alors que les prix à la consommation ne cessent d'augmenter. Mais pour défendre et augmenter les salaires, pour améliorer les conditions de vie et de travail, pour faire face aux mesures répressives, ce n'est pas la voie de la collaboration avec les patrons qu'il faut suivre. Les prolétaires savent évidemment qu'ils ne doivent pas s'en remettre à la bonne volonté des capitalistes ou à la bienveillance de l'Etat ; mais il ne faut pas davantage faire confiance à ceux qui ne jurent que par la négociation entre « partenaires sociaux » : les capitalistes et leur Etat ne sont pas des *partenaires*, ce sont des **adversaires** de classe qu'il faut combattre pied à pied ! Pour que les luttes puissent être victorieuses les prolétaires doivent les prendre en mains, les organiser et les mener en dehors du sabotage des organisations collaborationnistes : il y a **urgence à suivre la voie de la lutte de classe véritable !**

**Rupture avec les orientations de collaboration de classe des directions syndicales et de leurs larbins qui ne mènent qu'à la défaite !**

**Union de tous les prolétaires, du public et du privé, occupés et chômeurs, français et immigrés, contre les attaques capitalistes !**

**Augmentation générale des salaires, des allocations chômage et de tous les minima sociaux !**

**Régularisation des travailleurs sans papiers !**

**Lutte ouverte contre les capitalistes et leur Etat, selon les méthodes et les moyens de la lutte de classe !**

*(Tract, 18/10/2022 -  
«le prolétaire»; N° 546; Sept.-Oct.-Nov. 2022)*

## Non au piège de la défense du service public! Oui à la lutte et à l'unité de classe!

(Article paru dans «Le prolétaire» n° 434,  
Déc. 1995 - Janvier 1996)

Depuis que le capitalisme existe, la classe ouvrière est exploitée par le capital, enchaînée à la production, esclave d'un mode de production inhumain. Même s'il est vrai que des avantages ont été obtenus, que le niveau de vie s'est amélioré, ces progrès ne sont en réalité que des *miettes* de la gigantesque accumulation de richesses réalisée par le capital grâce à l'exploitation du prolétariat. Ces miettes, la bourgeoisie les concède - sous la pression de la lutte - dans les périodes de prospérité et de croissance économique.

Mais dès que la situation économique s'assombrit, que les profits sont menacés, aussitôt la classe dominante dénonce les maigres avantages accordés précédemment à la classe ouvrière comme d'intolérables «privilegés» et d'insupportables fardeaux pour l'économie capitaliste, dite «économie nationale», pour mieux faire croire qu'elle est, non une **machine à broyer les prolétaires**, mais un bien commun à tous pour qui les prolétaires doivent accepter tous les sacrifices. La classe bourgeoise s'attaque à tous les «avantages» que ses laquais réformistes avaient autrefois la tâche de présenter comme «acquis» définitivement. Elle modifie les réglementations et les lois qu'elle avait elle-même promulguées pour canaliser l'antagonisme social dans des limites compatibles avec les exigences du capital, mais qui sont maintenant ressenties comme des «rigidités archaïques» et des freins aux nouvelles exigences de l'heure. Elle réduit ou démantèle les amortisseurs sociaux édifés au long de décennies d'expansion économique pour paralyser la classe ouvrière ainsi que pour régulariser le cycle économique par l'amortissement de ses contre-coups trop violents, mais dont elle trouve aujourd'hui l'entretien effroyablement onéreux.

Même dans les pays capitalistes les plus riches et les plus puissants la situation des grandes masses de la classe ouvrière tend à redevenir ce qu'elle a toujours été pour les secteurs les plus défavorisés de celle-ci, ou ce

qu'elle a toujours été pour la classe ouvrière des pays capitalistes les plus pauvres: placée sous le signe de l'angoisse, de l'incertitude du lendemain, du travail forcené pour les uns, du chômage pour les autres, de la misère et de l'exploitation pour tous. C'est ce qui se passe aujourd'hui aux Etats-Unis comme en France, en Grande-Bretagne comme en Italie, en Belgique comme en Espagne, mais également dans les pays rubans bleus de la croissance que sont le Japon et l'Allemagne.

Ce n'est pas une nouvelle société (voire une nouvelle *civilisation* selon le PCF!) qu'au nom du libéralisme, de l'union européenne ou de la mondialisation des marchés, les gouvernants auraient choisi d'imposer ainsi que le prétend l'opportunisme viscéralement attaché au statu quo parce qu'il redoute plus que tout la période des luttes ouvertes entre les classes. Non, ce sont les lois fondamentales du capitalisme qui dictent aux gouvernements bourgeois de toute la planète d'accentuer fortement la lutte menée en permanence pour exploiter la classe ouvrière. Et d'ailleurs c'est bien la raison pour laquelle les grands partis censés défendre les intérêts ouvriers reprennent comme un seul homme les mêmes discours, les mêmes arguments et les mêmes projets: que ce soient les «démocrates» américains, les «travailleurs» britanniques, les «socialistes» espagnols, allemands, japonais, etc., ou les ex-faux «communistes» italiens, tous ne jurent plus que par «l'économie de marché» et les préceptes thatchériens du libéralisme. Quant à leurs collègues français, ils n'ont pas seulement préparé le terrain à l'offensive gouvernementale actuelle en désarmant et paralysant la classe ouvrière avec autant d'empressement que les autres; mais ils ont eux-mêmes, lorsqu'ils étaient au gouvernement, lancé les attaques dévastatrices contre les travailleurs que les bourgeois craignaient de faire. Ce n'est par hasard si un millier d'«experts», de «spécialistes» et de «militants d'organisations associatives» «de gauche» ont signé en quelques jours une pétition de soutien au plan Juppé, ou si la CFDT, autrefois chantre de l'«autogestion» et fidèle alliée du PS est en première ligne pour soutenir l'action gouvernementale. Et si F.O., le syndicat jaune traditionnel, et la CGT, se démènent bruyamment, c'est afin que le contrôle du mouvement ne leur échappe pas, que la détermination des grévistes s'épuise peu à peu dans une grève interminable au lieu de se concentrer dans un affrontement général avec la bourgeoisie et son Etat, de façon à pouvoir ensuite tranquillement négocier avec le gouvernement et le patronat la reddition du mouvement. Dès le début du mouvement ou presque elles présentent comme objectif l'ouverture de négociations, s'opposent à tout effort sérieux et réel de généralisation du conflit en mettant en avant les revendications intéressant les fonctionnaires ou la défense inter-classiste et corporatiste de l'entreprise (SNCF) ou la défense tout aussi inter-classiste du prétendu «service public».

La classe ouvrière n'a que ses propres intérêts de classe à défendre: ses

conditions de vie et de travail, les conditions de la lutte et la solidité de l'**union de ses rangs** contre la classe capitaliste. Elle n'a pas à promouvoir ou à défendre une forme de propriété à l'intérieur du système capitaliste qui lui serait par nature plus favorable: la propriété d'Etat. S'il est vrai que les employés d'Etat ont longtemps bénéficié d'avantages réels et de conditions plus favorables que le reste des travailleurs, c'est parce que la bourgeoisie avait le plus grand intérêt à s'attacher de cette façon un personnel fiable et peu revendicatif dans les services essentiels pour l'Etat ou l'économie. Mais l'évolution de l'économie capitaliste fait inéluctablement disparaître cet intérêt, rendant du coup superflu et anachronique les avantages particuliers de ces catégories de travailleurs et les statuts qui les réglementaient: le train n'est plus le moyen unique ni même principal du transport des marchandises et des personnes, le courrier papier perd chaque jour du terrain par rapport aux communications électroniques, etc. De nouveaux marchés gigantesques s'ouvrent, en particulier dans les transports et les communications, qui imposent des alliances et des concentrations d'entreprises difficilement compatibles avec les traditionnelles formes de monopole d'Etat. L'accentuation de la concurrence internationale qui en résulte oblige y compris les entreprises qui restent propriété d'Etat à aligner les conditions d'exploitation de leurs employés sur celles du privé: inscrite dans le mouvement du capital, la «prolétarianisation» des employés d'Etat comme celle de catégories entières d'employés, est un phénomène qui ne date pas d'hier. Sous le capitalisme il ne peut y avoir de situation «stable», «protégée», «garantie» que pour des catégories restreintes de travailleurs et pour des périodes temporaires. Cela n'empêche pas que la bourgeoisie essaye et réussit constamment à domestiquer certaines couches en leur concédant pour un temps qui peut être plus ou moins long des conditions supérieures à celles de la masse. Le besoin de maintenir à des fins de conservation sociale des couches d'**aristocratie ouvrière** et plus généralement de multiplier les différences de traitement au sein du prolétariat pour le morceler en autant de couches distinctes défendant leurs propres intérêts catégoriels est une caractéristique permanente de la société bourgeoise qui ne peut que devenir plus impérieuse encore lorsque s'amplifient les luttes ouvrières.

Illusoire, la défense de la propriété d'Etat est aussi **réactionnaire**: non seulement elle divise les prolétaires en deux camps suivant que leur entreprise est privée ou étatique et elle conduit inévitablement à la défense corporatiste de l'entreprise; mais elle alimente en outre les pires illusions sur la nature de l'Etat.

*«L'Etat n'est pas une installation neutre, au-dessus des classes, qu'il serait possible d'orienter en faveur des prolétaires en faisant pression sur lui ou en élisant pour le diriger des politiciens amis des travailleurs. L'Etat moderne est une machine essentiellement capitaliste, un capita-*

*liste collectif en idée; et plus il fait passer des forces productives sous son contrôle, plus il devient un capitaliste collectif en fait» («Anti-Dühring», F. Engels).*

D'innombrables expériences historiques ont confirmé cette position fondamentale du marxisme. Elles ont démontré que même sous sa forme démocratique, l'Etat bourgeois n'est qu'une **machine au service exclusif de la bourgeoisie** - dont le cœur est une **bande armée** qui défend les **privilèges** du capital contre les prolétaires. L'intervention de la justice et de la police lors des grèves et des manifestations l'illustre tous les jours. L'Etat bourgeois sera toujours l'adversaire ultime du prolétariat; même quand il s'efforce de se montrer impartial et de sanctionner de temps à autre des bourgeois ou des patrons individuels qui en ont pris trop à leur aise avec les lois bourgeoises, il reste l'arme fondamentale et le pilier central de la société fondée sur l'exploitation du prolétariat.

## **LUTTE POUR LA DEFENSE DES CONDITIONS DE VIE DE LA CLASSE OUVRIERE, NON DE L'ENTREPRISE OU DU SERVICE PUBLIC !**

*La défense du service public* est le crédo fondamental de l'opportunisme qui prétend que les services d'Etat peuvent et doivent être au service de tous les citoyens, quelle que soit la classe sociale à laquelle ils appartiennent. Ce crédo fait partie intégrale de l'idéologie bourgeoise, au même titre que l'affirmation de l'égalité des citoyens devant la loi et la souveraineté de la volonté populaire grâce au Parlement. Mais si la bourgeoisie a instauré des services publics, ce n'est pas par amour du prochain ou par charité envers les malheureux, mais parce que le bon fonctionnement de l'économie avait besoin d'un réseau de communications rapide et sûr, accessible à l'ensemble de la population. Les travailleurs qui s'entassent chaque matin et chaque soir comme des sardines dans des métros ou des trains de banlieues bondés n'ont pas besoin de grandes démonstrations théoriques pour savoir que ce fameux service public n'est qu'un des éléments du système d'exploitation capitaliste; et lorsqu'ils voient dans leur boîte aux lettres s'entasser les factures et les feuilles d'impôts, ils comprennent pourquoi la bourgeoisie avait créé le service public de la Poste.

Même si dans ce domaine comme dans les autres la bourgeoisie ne respecte pas ses propres principes et ses propres idéaux; s'il est vrai qu'elle «détourne» l'organisation du service public en faveur d'intérêts bourgeois particuliers au détriment des intérêts bourgeois généraux, donnant ainsi des motifs d'indignation à l'opportunisme, les prolétaires doivent utiliser ces exemples pour démontrer la nature de classe de cette organisation et non croire que soit possible dans la société bourgeoise un véritable service public au-

dessus des classes. La défense du service public n'est donc en rien une revendication prolétarienne; elle débouche naturellement sur la recherche interclassiste de la solidarité avec «l'utilisateur», en opposition à l'union entre prolétaires du privé et du public.

Si la défense de la propriété d'Etat, du service public, ou de l'entreprise sont des voies sans issue que mettent en avant les forces collaborationnistes pour stériliser la lutte prolétarienne, les travailleurs n'en n'ont pas moins entièrement raison d'entrer massivement en lutte contre les attaques dont ils sont la cible à l'occasion de ces modifications statutaires. Seul le rapport de forces établi par la lutte ouverte, menée avec des méthodes et des moyens de classe et sur des objectifs clairement classistes, donc **en opposition** aux orientations et à l'influence de l'*opportunisme* politique et syndical qui est l'agent de la classe ennemie, peut permettre de résister la bourgeoisie et à son Etat. Et cette lutte de résistance peut et doit servir d'entraînement et de tremplin à une lutte plus large, **offensive**, révolutionnaire contre le capitalisme.

Car les prolétaires n'ont en réalité rien à défendre et à préserver dans la société bourgeoise, si ce n'est une existence misérable: ni entreprise, ni économie, ni patrie. Ils ont un monde à conquérir, celui de la société sans classes ni exploitation, sans guerres ni famines: le communisme. Cette émancipation du prolétariat - et avec lui de toute l'humanité opprimée - passe par la révolution, la destruction de l'Etat bourgeois, la violence armée, l'insurrection et l'instauration sur ses ruines du pouvoir dictatorial prolétarien, forme indispensable pour extirper toutes les racines du capitalisme.

Cette révolution, qui ne peut triompher qu'en s'étendant au monde entier, implique au préalable que le prolétariat reconstitue ses organisations classistes de défense immédiate pour ne pas perdre pied dans la lutte quotidienne et ne pas rester prisonnier de l'opportunisme vendu à la bourgeoisie, ainsi que l'organisation capable de diriger cette lutte et de l'orienter, en fonction de la maturation de la situation, vers la préparation de l'assaut révolutionnaire, c'est-à-dire le parti politique de classe, communiste et international.

Alors les épisodes les plus magnifiques de batailles prolétariennes n'auront pas lieu en vain, les défaites elles-mêmes ne seront que provisoires et tous les combats partiels pourront concourir à la victoire finale.

C'est cet effort de **reconstitution de l'organisation de classe**, économique et politique, qui est historiquement décisif par-delà les vicissitudes inévitables des combats; c'est à lui que nous appelons les prolétaires d'avant-garde.

# La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

- Introduction
- Allemagne 1918-1919: le tragique retard du parti («*le prolétaire*», N° 491, Nov.-Déc. 2008/janvier 2009)
- La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre (*Rapport à la réunion générale du parti - 1972*)
- La situation en Allemagne et le mouvement communiste («*Il Soviet*», N° 18, 11 juillet 1920. Traduction dans «*programme communiste*», N° 58, avril 1973)
- Annexe: Berlin 5 janvier 1919

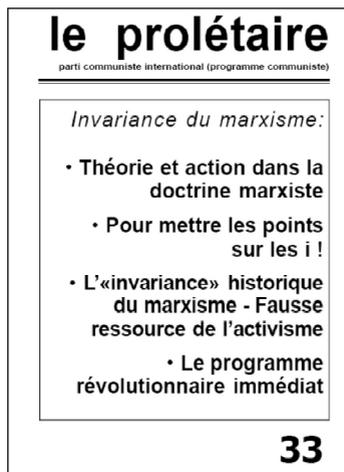
(Brochure «*le prolétaire*» n° 32, février 2009, format A5, , 60 pages, Prix: 2 €, 4 FS)



## Invariance du marxisme

- Introduction
- Théorie et action dans la doctrine marxiste (*Rapport à la réunion de Rome, avril 1951*)
- Appendice à «Théorie et action dans la doctrine marxiste»
- Pour mettre les points sur les i ! (contre-thèses et thèses historiques - Contre-thèses et thèses économiques - Contre-thèses et thèses «philosophiques»)
- L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme (*Compte rendu à la réunion de Milan, septembre 1952*)
- Le programme révolutionnaire immédiat (*Réunion de Forli, décembre 1952*)

(Brochure «*le prolétaire*» n° 33, décembre 2009, format A5, 60 pages, Prix: 2 Euros, 4 FS)



Commandes et frais d'expédition. Veuillez nous consulter à l'adresse e-mail de notre site internet: [leproletaire@pcint.org](mailto:leproletaire@pcint.org)

## La Commune a été grande par ce qu'elle fut contrainte d'être, non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit

- Introduction
- La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit. («programme communiste» n° 51-52; Avril-Septembre 1974)
- Léon Trotsky. Les leçons de la Commune. (Zlatoust, 4 février 1921)
- Amadeo Bordiga. De la Commune à la Troisième Internationale. («L'Unità», 29 mars 1924)
- Karl Marx. La guerre civile en France. (Texte adopté et diffusé par l'Association Internationale des Travailleurs, Londres, le 30 mai 1871 - Extraits)
- Karl Marx. Lettre à Kugelmann. (Londres, le 12 avril 1871 - Extraits)
- V. Lénine. L'Etat et la Révolution. (1902 - Extraits)



( Brochure «le prolétaire» n° 34, Août 2011, format A5, 76 pages, Prix: 2 €)

## La Syrie dans la perspective marxiste De la colonisation française à la guerre civile

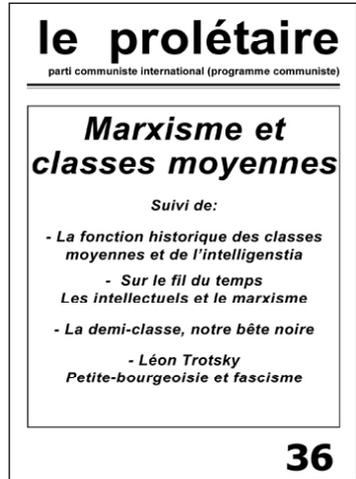
- Introduction
- Première partie
  - La domination sanglante de l'impérialisme français.
  - La domination française
  - La Syrie indépendante
  - L'économie syrienne
  - Quelques chiffres économiques de la Syrie
- Deuxième partie
  - Non à la mobilisation pro-impérialiste autour du Kurdistan!
  - A bas la guerre impérialiste en Irak et en Syrie !
  - Nouveau massacre en Syrie après d'autres, avec des armes chimiques ou conventionnelles: les impérialistes attendent l'occasion pour intervenir et ramener la paix... des cimetières. Seule la reprise de la lutte de classe révolutionnaire pourra les arrêter et les vaincre !
  - La révolte atteint la Syrie : le régime répond par des massacres !



( Brochure «le prolétaire» n° 35, mars 2015, format A5, 68 pages, Prix: 2 €)

# Marxisme et classes moyennes

- Introduction
- Marxisme et classes moyennes («Programme communiste», n°55, Avril-Juin 1972)
- La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia: - Introduction à la «Fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia» - La conférence du camarade Bordiga à l'«Université prolétarienne» («L'Unita», 24 mars 1925) - Amadeo Bordiga - Conférence du 21 mars 1925. La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia
- Sur le fil du temps. Les intellectuels et le marxisme («Battaglia Comunista», n°18, 4-5 novembre 1949)
- La demi-classe, notre bête noire («Il Programma Comunista», n°15, 4 août - 1er septembre 1963)
- Léon Trotsky. Petite-bourgeoisie et fascisme: - La seule Voie» (Septembre 1932 - Extraits) - Où va la France?» (Octobre 1934 - Extraits)



(Brochure «le prolétaire» n° 36, Septembre 2017, format A5, 74 pages, Prix: 2 €)

## \* Autres brochures «le prolétaire» \*

- 19.** La question parlementaire dans l'Internationale Communiste (décembre 2001) - 2 €
- 21.** Lénine sur le chemin de la révolution (Texte de 1924, discours après la mort de Lénine) - 1,5 €
- 22.** Marxisme et science bourgeoise (juin 2002)- 1,5 €
- 23.** Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme. (avril 1999) - 1,5 €
- 24.** Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe (juin 2002)- 1,5 €
- 25.** Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne / Italie 1921-1924 (mai 2001) - 1,5 €
- 26.** A propos de la polémique sur notre texte «Auschwitz ou le grand alibi»: Ce que nous nions et ce que nous affirmons (mai 2001) - 1,5 €
- 27.** Algérie: Seule la lutte de classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois! (oct. 2001) - 1,5 €
- 29.** Le Courant Communiste International: à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe (déc. 2001 - Brochure 29) - 2 €
- 30.** Le marxisme et la question palestinienne (août 2004) - 4 €
- 31.** La laïcité, un principe bourgeois (mars 2005) - 2 €

# Programme du Parti Communiste International

**Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):**

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

\* \* \*

**La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:**

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les

employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

